

D'AÏN-TÉMOUCHENT AU RÉFÉRENDUM



Couverture : Photo Dr Jean Tourte



AU LENDEMAIN DU RÉFÉRENDUM

Jean FONTUGNE

LA guerre d'Algérie demeure au centre des préoccupations du gouvernement en ce mois de janvier 1961.

Les résultats positifs du référendum permettent au général de Gaulle d'être assuré du soutien d'une large majorité des Français et aussi d'une importante fraction des organisations politiques et syndicales. Le calme social qui accompagne cette prise de position, même s'il est quelque peu perturbé par l'agitation paysanne, facilite de nouveaux contacts avec le G.P.R.A. Dans quelques semaines, G. Pompidou pourra ouvrir en Suisse les premières négociations.

Certes, en métropole comme en Algérie, l'opposition ne démissionne pas. Les attentats terroristes se multiplient dans les centres urbains. Ils ne sont plus désormais le fait du seul F.L.N. mais des groupes de plus en plus nombreux de l'O.A.S. Dans l'armée enfin, des officiers critiquent maintenant ouvertement la solution politique proposée par le général de Gaulle. Le « procès des barricades », qui se poursuit, donne, à certains d'entre eux, l'occasion de faire connaître leur sentiment à la France entière.

En Algérie, cependant, le contraste est frappant entre l'agitation qui se manifeste dans les grandes villes, où les cellules du F.L.N. se sont réorganisées depuis la visite du chef de l'État, et la paix qui règne dans les campagnes, où l'armée contrôle la situation.

C'est donc en jouant sur la peur du chaos, qui hante de nombreux Français, que le chef de l'État ouvre l'année nouvelle en s'efforçant, d'une part, de consolider le régime toujours fragile qu'il a instauré, d'autre part, de trouver rapidement une conclusion à la guerre.

L'invitation de se rendre à Paris qu'il a adressée au président Bourguiba en fin de mois lui permettra, pense-t-il, de connaître de nouvelles données du problème. La Tunisie n'est-elle pas la terre d'asile du G.P.R.A. et d'une grande partie de l'A.L.N. ?

J. F.

NOTE DE LA RÉDACTION

Durant la période des vacances au cours des mois de juillet et d'août 1973, *Historia Magazine Guerre d'Algérie* paraîtra aux dates suivantes :

9 juillet : 327 (90) — 6 août : 331 (92)
23 juillet : 329 (91) — 20 août : 333 (93)

A partir du 3 septembre la publication de notre périodique redeviendra hebdomadaire.

Sommaire n° 90 - Historia magazine n° 327

L'escadron d'intervention du 3/7ᵉ hussards, qui a été chargé de la pacification dans la région de Talamine, en Kabylie, halte idéale pour les *djounoud* de passage.

NAISSANCE D'UNE VILLE

Buthaudville : une réalisation du 3/7ᵉ hussards. Au fond, on aperçoit le splendide massif du Djurdjura, couronné de nuages. Préfets et généraux enverront dans ce village regroupé modèle des visiteurs de toute origine pour information.



SUR les derniers contreforts de la chaîne des Bibans, les pins, les oliviers, les hommes tournent le dos « au pays des Arabes »... Le plus modeste berger y connaît sa frontière kabyle. Dans l'arrondissement de Bouïra, la commune d'Ahl-el-Ksar, encadrée des oueds Hamman et Sidi-Aïssa, contemple la barrière abrupte du Djurdjura face sud. Ici, les racines humaines viennent du nord. Les regards y retournent. Vénérable sentinelle, le Lalla-Khedidja retransmet les messages de Grande Kabylie. La route des marchés, de l'exil, de l'Histoire depuis la plus lointaine Antiquité, s'ouvre au nord-est.



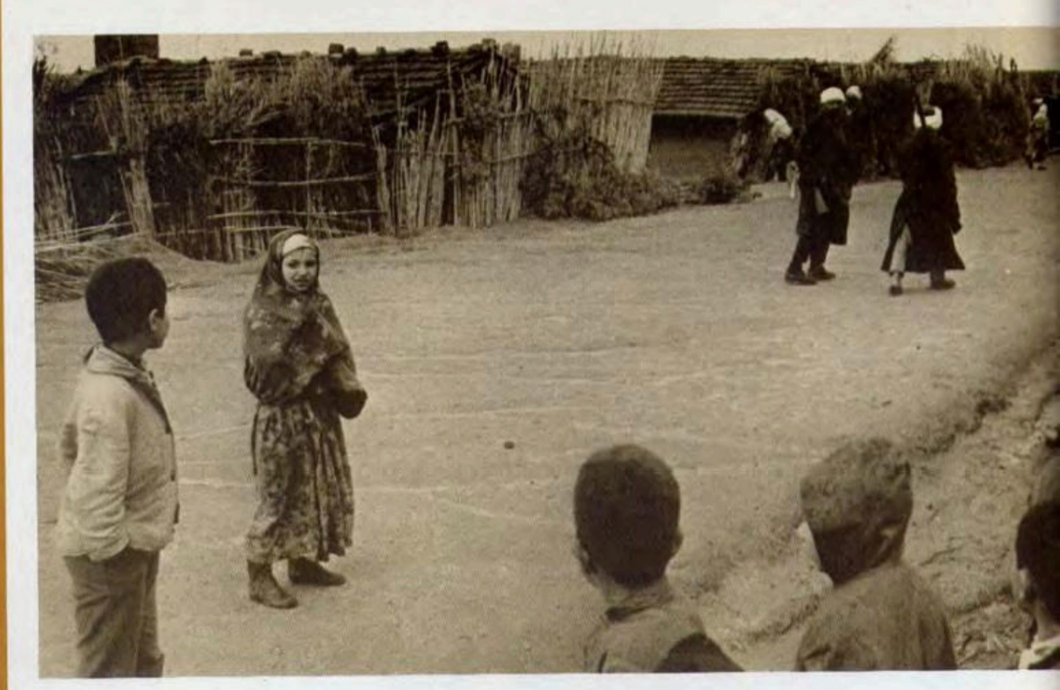
Cet homme, comme bien d'autres, a appartenu aux unités de l'A.L.N. Il s'est heurté aux musulmans entraînés...



... par les Français et qui participent à la chasse aux *djounoud* avec beaucoup de mordant. Les rapports du...



...F.L.N. saisis en opération apporteront confirmation de son désarroi et de l'étanchéité des nouveaux villages.



le prolétaire d'Argenteuil revient à sa terre

La population y parle kabyle mais ne réagit pas avec la même violence que celle de Michelet ou de Fort-National. Les défilés d'envahisseurs successifs lui ont donné le sens de la prudence. Imprégné de ce paysage qui s'apaise à la rencontre de la grande vallée, l'homme d'El-Ksar paraît assoupi à force d'avoir été provoqué. Comme en ces premiers jours de mai 1958, il garde, dans la poussière de ses champs d'orge et de ses vergers, les yeux fixés à l'horizon de neiges hautes.

L'aspirant Cherarak y représente le F.L.N. à la tête des *moudjahidin* de la région 322, le régiment du 7e hussards a reçu mission d'y intégrer les âmes. Soumis à cette double tyrannie, les hommes du douar ont préféré partir travailler en métropole. Ils se rassemblent à Marseille, Argenteuil ou Villerupt. Ils ne reviennent même pas en congé. Ils seraient suspects aux yeux d'une armée répressive par précaution ou taxés par un collecteur indifférent à la cotisation déjà versée en France et peut-être enrôlés d'office dans l'A.L.N.

Quelques-uns sont restés au pays. Pour ceux-là, la meilleure formule était de devenir *moussbilin*. Entre un peuple de femmes, de vieillards et d'enfants et ces partisans aux aguets, une solidarité naturelle faisait écran à toute tentative d'approche. Au baptême du feu, les liens s'établissaient entre *djounoud* et *moussbilin* ralliés à la population.

Les conditions d'une emprise révolutionnaire étaient acquises. Dans les localités, un chef *nidham* est le responsable F.L.N. d'une population fluide. D'un village à l'autre, d'un *azib* à l'autre selon les récoltes et les saisons, elle cotise, protège par le renseignement, héberge les rebelles de passage. Installé dans la maison forestière de Tiliouat, verrou de l'arrière-pays montagneux, le 3/7e hussards, escadron d'intervention, fut chargé de la pacification locale. Malgré la technique de son chef, le capitaine Morio, les sorties se soldaient par un bilan très maigre. La cuvette de Talamine offrait une halte idéale aux H.L.L. qui passaient sans risques. Il n'y en avait que pour les habitants qui recevaient, en deuxième vague, la visite de hussards à pied, bredouilles, ulcérés.

Mêlés aux réfugiés

Autour de leur colonel, les officiers du 3e furent rassemblés pour monter, une fois de plus, une opération-secteur sur Talamine. A cette réunion un lieutenant intervint énergiquement. A sa lassitude de 1957 avait fait place le grand espoir de juin 1958.

« ... Si nous voulons couper les contacts avec la rébellion et gagner par la suite sa confiance, il n'y a qu'un moyen : regrouper la population sous notre protection. Notre seule intention serait-elle de nous ménager une réserve de chasse ? », devait-il déclarer.

Sans autre débat, dix jours après, le 28 juillet, le lieutenant était pris au mot. Il était 9 heures, à 15 heures arriveraient les G.M.C. et les tentes nécessaires. Le soir même, Talamine devait être regroupé, au pied de Tiliouat, dans les vues de son poste 5. Il avait carte blanche pour réaliser cette implantation. Il lui faudrait créer... un village avec les moyens d'un chef de peloton.

A la tombée de la nuit, dans un dédale de terres cuites, de vieilles laines et de couffins d'alfa, d'odeurs de suie et de suif déplacés, de chuintements d'enfants





A gauche : un village en Kabylie. Les enfants regardent passer les harkis chargés de les couper du F.L.N. C'est l'intermédiaire idéal entre l'armée et la population, et dans tous les secteurs où une pacification active est menée, des harkas sont organisées pour assurer l'étanchéité des villages de regroupement ou des douars. *A droite :* des enfants mènent paître leurs bêtes. *Ci-dessous :* un berger et son troupeau. La peur avait-elle fui ? Et les habitants pourraient-ils reprendre leurs paisibles occupations ?

Dalmas

Fotogram



F. Dumontet/Atlas-photo

et d'hystéries féminines, un officier prenait possession de sa cargaison humaine, comme d'une citadelle.

Les appelés du 1er peloton entrèrent tout de suite dans le jeu. Ils consacreraient leur temps de détente au village.

Le premier matin, mêlés aux réfugiés, ils écoutaient la harangue d'accueil. Il fallait d'abord construire. L'action psychologique viendrait après. Seul un panneau proposait images et textes fraternels. Les hommes valides rassemblés, Ali Djemmad, frère du commissaire politique Si Kaci, s'imposa comme leur porte-parole. Les tentes devaient être remplacées par des logements. Ils seraient tous salariés, ventilés en équipes renforcées par deux soldats. Le chantier serait collectif, les familles nombreuses seraient les premières servies. Une coopérative distribuerait semoule, sucre et café aux embauchés d'office. Les brigadiers procéderaient avec eux aux premiers tracés.

A Zeriba, le lieutenant contacta le chef de la S.A.S. Le premier franc de financement n'avait pas encore été trouvé. Une seule solution fut possible : l'ouverture d'un chantier S.A.S. Les trente ouvriers devinrent 80, les fictifs alimentant la caisse noire...

Les premières maisons habitées profilaient les rues. Les hussards prenaient leur café en famille kabyle. A leur approche les femmes à la source n'arrêtaient plus leurs babillages. Les œufs frais, témoignage d'amitié, sortaient de leurs cachettes. Le soir, le lieutenant parlait de longues heures avec Ali. Autour des deux burnous le cercle peu à peu s'agrandit.

De silence en silence se glissa le mode politique. Tigmit et Tasefsaft, après Talamine, demandèrent leur regroupement, les familles construisaient elles-mêmes leurs maisons. Fin septembre, Saïd ou Kaci ou Amar ou Mohand revinrent de France, ils ne repartirent pas. Peu à peu les foyers retrouvèrent pères et frères. La première bataille était gagnée. Ce qui restait de la dernière tente fut démonté dans les jeux et les rires d'enfants. Il fallait des écoles, et vingt ans...

Toutes les familles de Talamine logées, les équipes furent dissoutes. Il restait à construire les édifices publics : une deuxième école, l'infirmerie, la *djemaa*.

La population « mâle » retrouvait sa proportion normale. Le prolétaire d'Argenteuil revenait à sa terre. Les escadrons du 7e hussards, intégrés dans le 19e R.C.C., s'étoffèrent. Celui de Tilioual, devenu Kimono 04, recueillit les plus mordants. L'A.L.N. était traquée sur son terrain, jusque dans les grottes du Djurdjura.

Entre civils et commandos, une catégorie intermédiaire se dessina. Une harka à cheval assura l'autodéfense des regroupés autour d'un bordj neuf. Cette vingtaine de harkis fut le noyau du village auquel il fallait maintenant une *djemaa*. Au bordj on donnait des cours du soir et des séances de formation politique, sur le thème « notre province, de la naissance d'Aïssa à nos jours ».

Tambours et « raïtas »

Au conseil de jeunes élus formé de harkis et de quatre civils, furent adjoints d'office les trois *tolba*, anciens maîtres coraniques, piliers de l'opposition à la francisation. Les trois arcades de la « maison commune » donnèrent la perspective d'un village vivant. Une fois par semaine, en présence des vieux chefs de famille, les problèmes municipaux et familiaux y étaient réglés.

Une vie sociale s'organisa. Les meilleurs élèves partaient en vacances d'été vers le Poitou et le Dauphiné. Des initiations à la couture, à la puériculture se réalisaient au domicile des nouveaux conseillers, autour de jeunes filles kabyles évoluées. Les liens du poste et du village se resserraient de kaouah en kaouah, de couscous en méchoui.

Le lieutenant vivait dans sa maison au milieu des autres maisons. Le centre de gravité se déplaçait des appelés vers les harkis, des militaires vers les civils. L'arrivée de ralliés renforçait l'argument d'un village témoin. Les musiciens sortirent leurs instruments des coffres. Le temps des fêtes, interdites par le F.L.N., était revenu. Chaque naissance, chaque ▶

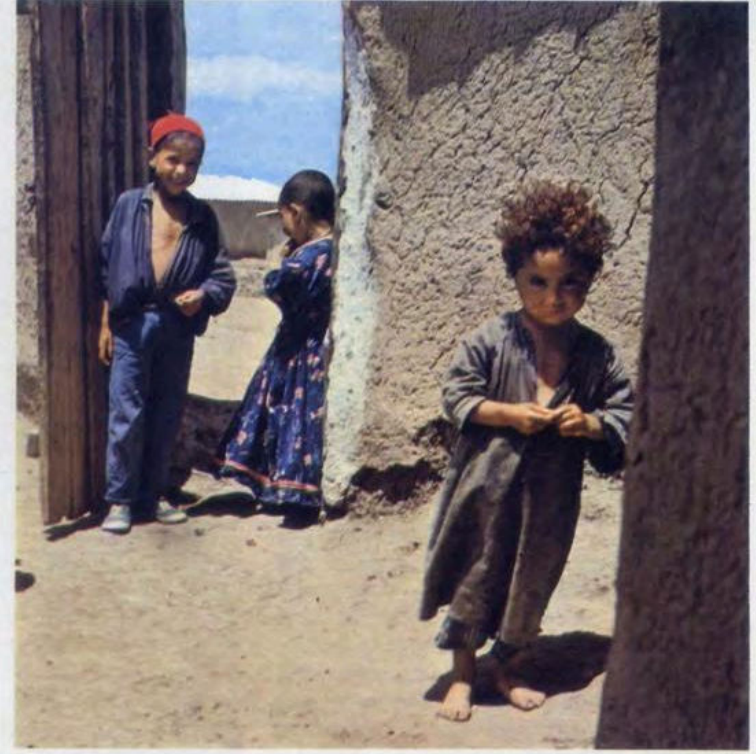


Chauvin-Buthaud

"écoutez-moi, je suis

mariage incendiait la nuit de feux de bois, de musique et de danses de femmes. Dans le grand cercle le kaki n'était plus dissocié. Les phrases rituelles du collecteur de *taoussa* remplaçaient les moments clandestins de la *stirakiya*. Tambours et raïtas sollicitaient les lueurs de l'aube qui éclatait en courses de chevaux et en fantasias.

Le discours du 16 septembre 1959 fut un autre réveil. Il était prononcé sciemment pour arrêter le succès d'une politique à laquelle le président de la République française avait fait semblant de croire pour accéder au pouvoir. Il ne pouvait avoir tort... Aux assurances passées il insuffla le doute, par le triptyque de l'autodétermination. Il faudra seize mois d'ambiguïté pour détruire ce qui s'était construit en un an. Le lieutenant prit deux visages. Celui de la confiance vis-à-vis des Algériens, celui de l'inquiétude vis-à-vis de ses chefs.



La fraternisation n'était pas un vain mot pour les hommes du 3/7e hussards. Les soldats prenaient leur café en famille, les enfants leur faisaient fête. Le soir, le lieutenant parlait longuement avec les responsables du village. Les hussards participèrent de leur mieux à la construction de Buthaudville et on en vit certains, un jour que l'orage grondait sur la montagne, renoncer à leur repas pour finir la toiture de l'infirmerie, avant que ne s'abattent les pluies diluviennes. Leurs officiers, pleins d'allant, leur avaient fait partager leur enthousiasme pour leur mission, et tous s'y donnaient de bon cœur.

photos Chauvin-Buthaud

Spectacle à la chinoise

Au nouveau Tiliouat, les plus actifs avaient constitué une cellule. Avec le lieutenant, ils évoquaient l'actualité. Ils analysèrent le danger qui venait de Paris. On plaça dans les lieux publics des affiches « Notre village DANS la France ». Elles déplurent au 5e bureau, qui aurait préféré lire AVEC. Ce test accéléra le désarroi des éléments les plus engagés. Avec eux, le lieutenant bascula dans les réseaux militaires de résistance à la politique gaullienne. Ce qu'ils voulaient, de Gaulle ne le voulait plus, il les trahissait. Le jour viendrait où l'Algérie prendrait en main son destin français contre lui. Les munitions clandestines s'entassèrent chez les plus sûrs. Au signal algérois, les harkis de Tiliouat prendraient les positions prévues par un grand plan d'ensemble, sous la bienveillante neutralité des unités du quartier. L'assurance secrète de ce noyau rejaillissait sur l'ensemble du village.

Pour préparer les esprits, les portraits du général furent progressivement retirés des habitations. Un petit spectacle à la chinoise couronna ce déconditionnement. On rassemblait des passants au coin des rues. Sous un masque de carnaval empruntant les traits de l'orateur de juin 58, le képi et la veste jaspée du lieutenant, monté sur un tréteau de fortune, un harki se présentait : « Écoutez-moi, je suis le voleur de confiance. » Tandis qu'une sonorisation sur piles rediffusait les discours d'Alger, d'Oran et de Mostaganem, il ponctuait les belles phrases en mimant les gestes historiques.

L'évolution solitaire de quelques lieutenants n'échappait pas au chef du 5e bureau secteur. Fin 1960, à l'occasion de



Certains musulmans, scandalisés par les actes cruels ▶ et parfois injustes des hommes du F.L.N., attirés aussi, peut-être, par une solde régulière, sont venus nombreux s'enrôler sous la bannière des officiers des S.A.S.


ECPA

la venue du général de Gaulle, il tendit un piège à celui de Tiliouat. Sur les deux places du village, les drapeaux en berne condamnaient le voyage. Il le pria par T.O. de prendre la parole, en utilisant les micros d'un Dodge itinérant mis à sa disposition. Ce fut une longue litanie, en deux grandes périodes :

A toi, Saïd, nous avons tué ton père, à Talamine, à toi pardon.

A toi, Taous, nous t'avons pris ton mari à Sebkha, à toi pardon.

A toi, Fatima, qui pleures tes deux fils tués dans les forêts, à toi pardon.

A toi... A vous tous, pardon, ceux que vous aimez voulaient l'indépendance, ils sont morts depuis 1958, sur l'ordre du général de Gaulle. Il leur donne raison, aujourd'hui... PARDON.

A toi, Bachir, fils d'Abderrahmane, tué en embuscade, à toi pardon.

A toi, Hadda, veuve de Salah, à toi pardon.

A toi... A vous tous qui avez perdu vos fils, vos frères, vos maris au combat de l'Algérie française, aujourd'hui renié... PARDON.

Un seul cri peut tous nous unir du fond de chacun de nos cœurs : M...! au général de Gaulle.

Le chœur répondit. Pendant ce temps, une bobine enregistrait. Dans la nuit, le nouveau chef d'escadron frappa à la porte de son lieutenant en premier. Il devait l'accompagner immédiatement au P.C. Il ne pouvait lui garantir qu'il reviendrait. Le lieutenant refusa de le suivre. L'alerte donnée, tous les harkis le rejoignirent. « Si je dois être arrêté, je veux que cela soit en plein jour, devant mes hommes, et qu'il leur soit dit pourquoi. »

Tiliouat vote « non »

Ordre fut donné d'arrêter le lieutenant dissident. Le nouveau chef d'escadron obtint de parlementer de vive voix. Jusqu'au petit jour, en attendant son retour, des hommes de guerre et de terre, accroupis, sur des nattes, pleurèrent, silencieux. Le colonel attendait le lieutenant à 10 heures. Celui-ci prit contact au P.C. avec l'officier de son réseau : il reçut l'ordre de rester sur place à tout prix. Le feu vert allait bientôt être donné, il importait que son village intervînt dans le dispositif préparé...

Il accepta de faire son autocritique. Si celle-ci paraissait satisfaisante au délégué de la hiérarchie pour l'entendre, il ne serait pas muté. Le commandant satisfait, saura-t-il jamais qu'il fut l'amuseur de cette petite cérémonie, mascarade articulée dans le moindre détail? La grande admiration pour le général de Gaulle de chacun de ces Kabyles n'avait pas tenu compte des sautes d'humeur d'un officier aimé mais hépathique... La farce alla jusqu'à des entretiens individuels où l'admiration devint vénération. Le lieutenant resta, ils s'embrassèrent, à l'africaine.

Les émotions passées, le petit groupe, malgré la lassitude d'une action toujours différée, prit à cœur de faire voter *non* au référendum. La circulaire Debré donnait des directives contraires. Les émissaires de Tiliouat débordèrent de leur douar : le *oui* signifiait la victoire à court terme du F.L.N., le *non* était un refus aux marchés politiques.

Sous la présidence d'un instituteur de Bouïra connu pour ses sympathies F.L.N. désigné par le sous-préfet Salmon, Tiliouat vota *non* à un pourcentage écrasant. Dans les *oui* il fallait tenir compte du vote du contingent. « Le coup de poignard nous vient du poste », commenta le soir Mohand ou Abbas. Ce ne fut pas le seul vote négatif dans la région. Les lieutenants algérianisés du 19e R.C.C. furent convoqués à l'école d'El-Adjiba. En présence du général de Camas, le général Vézinet, mandaté par le général de Gaulle, avait reçu besogne de les rassurer.

Tenir en haleine les plus fidèles, raréfier les contacts avec une population amie devenait de plus en plus intolérable. Le lieutenant se « déshabilla ». Il n'était plus officier, mais leur frère qui conseillait de prendre du champ, il en était encore temps. Que chacun prît le chemin de son intérêt, délié de toute allégeance. En villageois, il regagna Alger avec Saïd « Taxi ».

Avril, au ras du sol, était en pleine fleur.

Le F.L.N. s'infiltra

Le sous-lieutenant Meissan, appelé nantais, familier du village, prit le relais. Au poste, le M.D.L.C. major Dussart, homme de confiance du commandant Cadiq, prenait de plus en plus d'initiatives. Le 23 avril 1961, il arrêta le sous-lieutenant suspect et fit mettre en batterie sur l'ex-Buthaudville tous les mortiers... On ne sait jamais avec les harkis!

Tout se dégrada très vite. La harka se vida dans toutes les directions. Le 14 juillet, Amar ou Mohand et quelques hommes rejoignirent le maquis avec l'armement du bordj... Le F.L.N. s'infiltra peu à peu dans les maisons qui lui paraissaient condamnées un an auparavant. Les militaires loyalistes organisèrent la répression. Il fallait à tout prix effacer le souvenir d'une certaine France et préparer Évian. Pour la première fois, à Tiliouat, on « interrogea » des femmes. Elles allaiteraient une génération nouvelle dans le vent de l'Histoire. H

Jacques CHAUVIN-BUTHAUD

AU POINT DE DÉPART, UN

« AH! ces maudits colons! » Jeune pied-noir de Boufarik (Algérois), Claire Janon s'est même payé le luxe d'en faire une thèse de 400 pages. Et cette thèse lui a valu le prix Sully-Olivier-de-Serres...

Comme chacun sait, colonialisme vient de colon. Ne pas confondre. Le colon a engendré le colonialisme (honteuse exploitation systématique d'un pays envahi) et non la colonisation (mise en valeur d'un pays sous-développé). Les colons sont donc à l'origine de cette infamie.

Une image d'Epinal

C'est clair. Ils ne sont que des aventuriers de tout poil drainés par des troupes conquérantes qui, après avoir distribué le gâteau — du vol pur et simple — poussent leurs appétits vers d'autres conquêtes au nom de la mère patrie. Derrière eux, les civils s'installent dans leur nouvel Eden, pressurent — de droit! — les vaincus et s'enrichissent grassement.

Maréchal

Mais un beau jour, les esclaves se rebellent. Les colons, qui en sont, par exemple, à la quatrième génération — celle des jouisseurs et des curistes vichyssois (à ce train de vie, le foie, « on le connaît » très vite) et non plus des pionniers — ne vont pas tarder à se faire rouler. C'est bien fait. La justice immanente. Angustia, la *tia* (tante) à tout le monde, clamait, au centre de son patio, à la Calère : « C'est la justice *imminente!* »

Un des compagnons de Bou Amama, le chef rebelle des années 14, l'avait dit en langage fleuri à l'un de ses objecteurs européens : « Bien sûr, nous serons toujours les esclaves de quelqu'un, mais de temps en temps ça fait du bien de renverser le joug. Ça repose... »

Peut-on lui donner tort?

Cette image d'Épinal, rehaussée des couleurs vives de l'imagination, il ne reste plus qu'à l'encadrer. On trouvera bien une place au Musée d'outre-mer.

Nota. On ne doit plus dire Musée de la France d'outre-mer.

Mais tout cela n'est rien. La France devait dépasser en Algérie toutes les limites. Elle créa des écoles à fabriquer des colons!

La première et la plus grande : l'E.N.S.A., l'École nationale supérieure agronomique d'Alger. Au point de départ, un colon. On s'en serait douté...

Barthélemy Decaillet était un malin. Sa belle exploitation, située à Rouiba, à une vingtaine de kilomètres d'Alger, l'incitait à voir grand. Peu satisfait de ses ouvriers « locaux » qui ne connaissaient que l'agriculture traditionnelle, dite extensive (à faible rendement sur grandes surfaces), il décida de les recycler. Un précurseur, en somme.

Mieux — exemple flagrant de colonialisme — il se fit du personnel *sur mesure*. Ses cours du soir ne tardèrent pas à se transformer en école à plein temps. Decaillet était un systématique.

Le gouverneur général de l'Algérie Laferrière, colonialiste en chef, séduit par l'idée, l'adopta. Le G.G. prit rapidement l'école en « charge ». En 1898, l'administration coloniale jonglait déjà avec les euphémismes.

Mais en 1905, le successeur de Laferrière paracheva la « prise en charge » en trans-

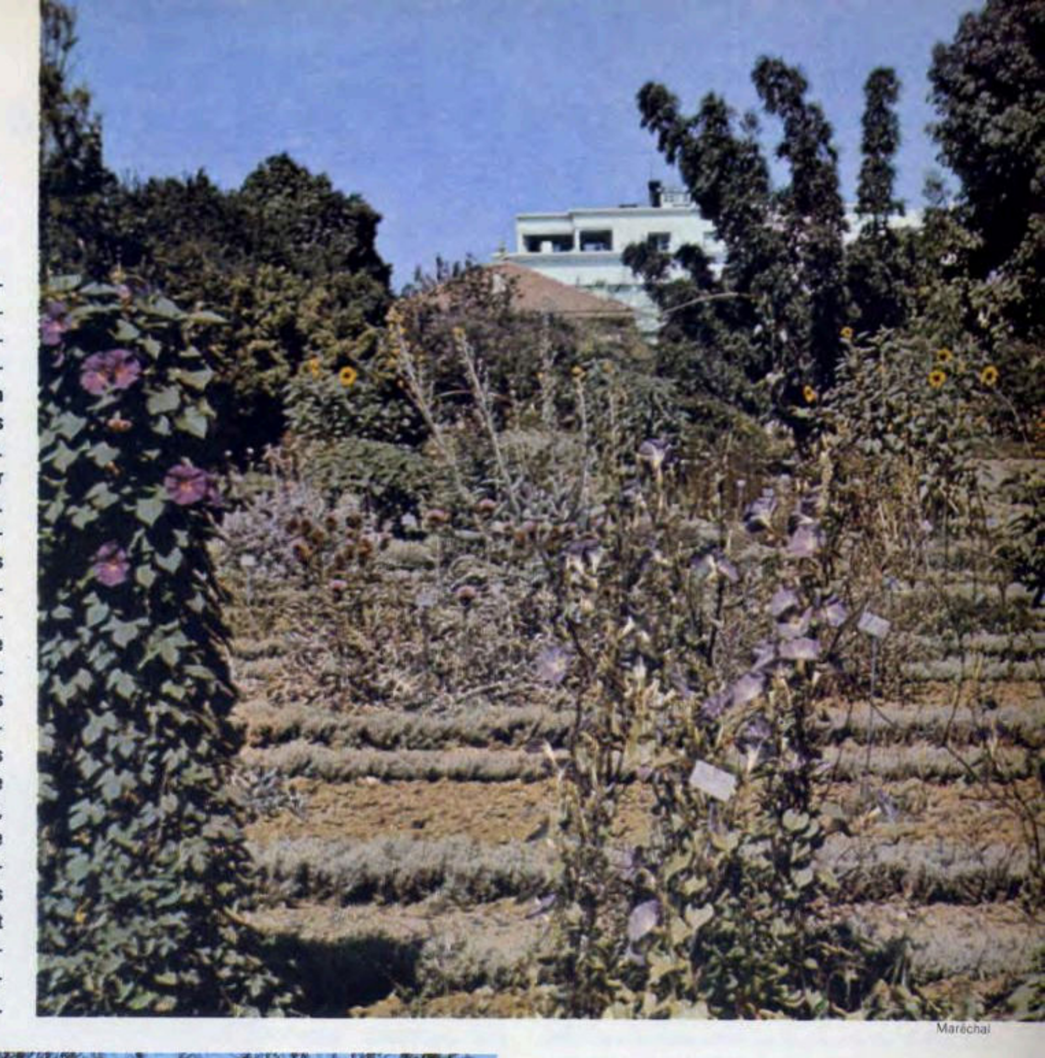
Maréchal



◄ A l'E.N.S.A., l'enseignement va de pair avec la recherche. Laboratoires et installations ultra-modernes sont nombreux. Chacun dispose d'une ou de plusieurs salles de travaux pratiques, de laboratoires personnels pour les professeurs dont le plus remarquable est celui de chimie-œnologie.

COLON...





A gauche : **École nationale supérieure agronomique d'Alger, à Maison-Carrée, sur le plateau de Belfort. Un ensemble de bâtiments éclatants de blancheur. Le domaine s'étend sur plus de 215 hectares.** *A droite :* **le jardin botanique de l'école. Par ses installations, par la qualité de son enseignement, l'E.N.S.A. rivalise avec Montpellier, Grignon ou Rennes. Les élèves disposent d'installations sportives très complètes : terrain de football gazonné, tennis, volley, basket, piscine** *(photo ci-dessous)* **nichée au milieu des fleurs, des arbres et d'un gazon très verdoyant. De quoi satisfaire les plus exigeants.**

Maréchal



Maréchal

férant tout bonnement l'école à Maison-Carrée, sur le plateau de Belfort, où elle devait rester jusqu'au 1er juillet 1962.

Elle y est encore, mais elle a été « prise en charge » par d'autres... le gouvernement algérien l'a baptisée Institut supérieur d'agronomie. Là, une remarque : l'institut compte aujourd'hui 400 élèves, musulmans évidemment, alors qu'avant le 1er juillet 1962 on les comptait sur les doigts d'une main.

S'il y avait ostracisme, il faut croire qu'il ne venait pas des Européens d'Algérie, car, dans les dernières promotions de l'école, les élèves étaient en majorité... métropolitains. Les autres étaient des pieds-noirs ou des étrangers (Israéliens, Libanais, Syriens, Égyptiens, Grecs).

Il faut savoir aussi que les étudiants musulmans ont toujours été attirés de préférence par les études de droit ou de médecine. Pourtant, ceux qui passèrent par Maison-Carrée ne le regrettèrent pas. Pour la plupart, ils occupèrent des postes de choix et deux furent ministres, l'un en Algérie indépendante, l'autre au Maroc.

S'il n'y avait pas ostracisme, alors c'est qu'il y avait barrage! Les anciens de l'E.N.S.A. font la moue quand ils y pensent. Le concours d'entrée n'était pas facile...

En 1905, le G.G. a bien fait les choses. L'école s'insère dans un ensemble de bâtiments éclatants de blancheur, nichés dans une abondante frondaison où dominent les palmiers. Le domaine s'étend sur plus de 215 hectares. Les installations en occupent 25. Parmi les établissements d'enseignement supérieur agricole, elle est citée comme une réalisation exceptionnelle.

La politique se mêlant de tout, les réformes de l'enseignement se succédant, directeurs et professeurs ne cessant d'être rongés par l'émulation, l'école d'agriculture algérienne va gravir la hiérarchie : Institut agricole d'Algérie après la guerre de 14, École nationale d'agriculture d'Alger après la guerre de 40, École nationale supérieure agronomique d'Alger vers la fin de la guerre d'Algérie.

Elle peut désormais traiter d'égal à égal avec les trois grandes écoles nationales d'agriculture métropolitaines de Grignon, Montpellier et Rennes.

Maison-Carrée avait pris une place déterminante dans le développement de l'économie agricole de l'Algérie. Son rayonnement s'étendait à toute l'Afrique du Nord et même au Moyen-Orient et en Afrique noire.

Fidèle à ses débuts, elle sut toujours allier l'enseignement à la recherche.

L'énumération des laboratoires et des installations, à la pointe du progrès, prendrait plusieurs pages. Chacun disposait d'une ou plusieurs salles de travaux pratiques pour les élèves, de laboratoires personnels pour le corps enseignant et d'une bibliothèque spécialisée s'ajoutant à la bibliothèque générale de 20 000 ouvrages.

Il faut tout de même citer le laboratoire de la chaire de chimie-œnologie qui com-

grande est la surprise du journaliste invité à déguster un Royal Kébi

prenait le casier vinicole algérien groupant, par année, les échantillons de vins des différentes régions du pays. Il possédait en annexe une cave expérimentale de 3 000 hectolitres, *unique en son genre dans le monde*. Un don de la famille Germain. Toujours ces colons!...

Montons plutôt en chaire. Discrets ou renommés, nombreux sont les professeurs qui ont contribué à créer l'agriculture moderne algérienne, dont s'est inspiré le monde entier (la Californie lui est redevable de certaines réussites), et par là même assuré le prestige de l'école.

Car l'agriculture algérienne fut l'œuvre française.

Le Hollandais ne mange pas ses tulipes

Fut. En effet, qu'en reste-t-il? De l'aveu même de nos successeurs, la plupart des domaines autogérés n'ont obtenu que l'autosatisfaction de leurs gérants.

Ce n'est un secret pour personne que les agrumes du Maroc, d'Espagne, d'Israël ou de Californie ont vite pris le pas sur le marché européen. Les cargos aériens ont tué le marché. A moins que les greffes n'aient pas toujours été faites à temps...

Pour la vigne (400 000 hectares), c'est un autre problème. Produire du vin (15 à 23 millions d'hectolitres par an) en pays musulman ne peut être que l'œuvre du colonialisme. Les gens de l'Est, de même que les musulmans, dont la religion interdit l'alcool, ne l'apprécient guère. Il est vrai que depuis 1962, il n'a plus le même goût... Les meilleurs vinificateurs sont partis depuis longtemps exercer leur talent au sud de la Loire et en Corse.

Hôte à déjeuner d'un des plus gros négociants en vin algérois, un journaliste fut récemment invité à goûter un Royal Kébir 1969.

— Comment le trouvez-vous?

— Très bon.

— Je ne vous demande pas une politesse.

— Ben, il n'est pas mauvais...

— Et celui-là?

1961. L'hôte avait, chaque fois, caché les étiquettes.

— Ah! Évidemment.

— Ma maison vend du vin depuis trois quarts de siècle. J'ai honte, monsieur, de vendre aujourd'hui cette mixture.

Le gouvernement algérien ne pouvait que réagir, d'autant qu'il était encouragé par les réticences françaises en politique œnologique. On s'est mis à arracher des vignes pour les remplacer par des céréales à couscous. A croire qu'il ne s'est trouvé personne pour rappeler que le Hollandais ne mange pas ses tulipes et que l'Arabe de l'Arabie Saoudite ne boit pas son pétrole, mais que tous deux savent profiter des produits de leurs ressources.

Agriculteurs, agronomes, savants et professeurs de Maison-Carrée, comme le savant Émile Vivet, avaient depuis longtemps fait leurs calculs. Non seulement la vigne a utilisé des terrains impropres aux céréales, mais elle occupe les travailleurs quasiment toute l'année et rapporte trente fois plus que les céréales. Colonialisme ou colonisation?

La liste des professeurs de l'école qui s'adonnaient aux « vues de l'esprit » serait longue. Citons seulement Léon Ducellier, qui introduisit les lentilles en Algérie, son fils Gilbert, qui inventa le « gaz de fumier », Pierre Laumont, qui fut à l'origine du blé dur, Pierre Jore d'Arces, qui créa le premier centre d'insémination artificielle, Marcel Delassus, Roger Pasquier, spécialistes mondialement connus de la lutte antiacridienne.

Et Camille Arambourg. Un cas!

Spécialiste de l'agrologie et de l'étude des fossiles, le voilà qui s'attaque au gisement de l'Aïn-Hanech, entre Sétif et Constantine. Les pierres taillées qu'il découvre dans les formations lacustres du Quaternaire ancien révèlent que ce gisement est un des plus anciens du monde : environ un million d'années. Du coup, les débuts de la préhistoire algérienne reculent au point de toucher aux origines mêmes de l'humanité.

Une mâchoire fit son apparition

Le Muséum d'histoire naturelle, dont il deviendra l'un des éminents professeurs, ne va pas manquer de surprises... ni les laboratoires de travail, car la moisson est abondante.

Mais Camille Arambourg devait apporter à la science une découverte de première importance en bouleversant les données si complexes de l'humanité primitive.

En 1954, il fouille la sablière oranaise de Ternifine (Palikao), près de Mascara, à l'emplacement d'un ancien lac. Pierres et fossiles attestent qu'il est au niveau le plus profond du Paléolithique inférieur. « A voir », disent les observateurs pieds-noirs.

Et l'on vit. Une mâchoire fit son apparition. Les rapports la qualifièrent de *mandibule*. Tirée du même sol, elle allait faire dans le monde savant plus de bruit que le vin de Mascara.

Cette mâchoire appartint à un hominien, parent du pithécanthrope de Java et du sinanthrope de Pékin. Son *père* la baptisa Atlanthrope. Les grands savants sont modestes. Pourquoi pas Aramthrope?

Depuis lors, de l'avis général, l'homme de Cro-Magnon et celui de Neandertal sont considérés comme des gamins.

Antienne : « Les *Arabes* furent dépossédés de leurs terres. »

Réponse des archives de l'Histoire : ce furent des domaines appartenant à la Régence — domaines publics — qui furent répartis, après 1830, entre les premiers colons. Le reste a été gagné sur la pierraille. Et à quel prix!

Serge Durrieux



Un étudiant visite un vignoble. A l'E.N.S.A. est dispensé un enseignement très poussé en œnologie et le laboratoire de chimie-œnologie dispose d'une cave expérimentale de 3 000 hectolitres, unique en son genre.

Tout a été dit des périls qu'eurent à affronter, à travers un pays presque partout pauvre et partout délabré, les premières générations de colons aux prises avec les plaines marécageuses, les terres à cailloux, les steppes, les djebels lunaires et les attaques des tribus.

Rien ne leur a manqué : rigueur d'un climat fantasque, insalubrité, régime foncier déconcertant, pullulation des ennemis des plantes et des animaux domestiques, nature et état des sols et de la végétation, pénurie de matériaux, manque de capitaux, loyer usuraire de l'argent.

Une réussite française spectaculaire, mais une réussite difficile et souvent meurtrière.

Qui étaient-ils? Des Parisiens trop encombrants de la révolution de Juillet selon le goût du gouvernement de Louis-Philippe; des vétérans de l'armée, peu préparés à ce genre de travail et vite décimés par le climat; des dévoyés, des militaires fortes têtes dont on fit des colons forcés; des spéculateurs et des chercheurs d'or impénitents.

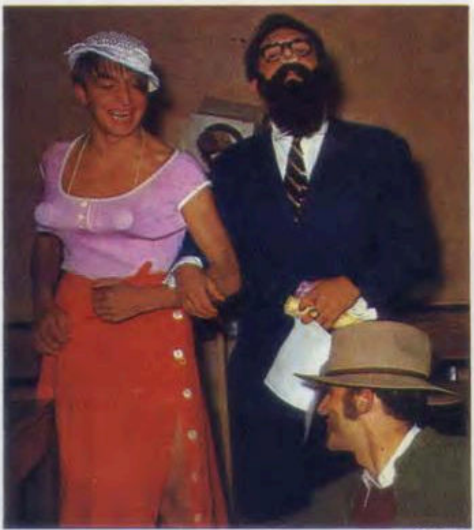


Maréchal



Maréchal

***Ci-dessus* : travaux pratiques à l'école. *A gauche* : élevage de moutons à Tadmit, où, dans les locaux de l'ancien pénitencier, a été installée une station expérimentale d'élevage ovin. *Ci-dessous* : baptême des « bizuts » à l'école. Peu de musulmans parmi les 1 888 élèves, communément appelés « agrias », qui ont été formés à Maison-Carrée. Près des trois quarts étaient originaires de la métropole.**



Maréchal

Et puis des Allemands, partant pour le Brésil, déroutés vers Alger; des Toscans, des Napolitains, des Maltais, et les rudes paysans espagnols d'Alicante, de Valence, de Catalogne, des Baléares, de Mahon, qui, à force de travail, de sobriété, d'économie, d'accord inné avec la terre, de faculté d'adaptation, devinrent les pilotes de la culture maraîchère.

Précieux apports de toute la Méditerranée du ponant qui contribua, avec nos vieilles provinces, à « fondre au creuset des races » un peuple nouveau, prospère, passionné, un peu m'as-tu vu, mais diablement ingénieux, vivant, « créatif », courageux et, à l'occasion, prodigue d'héroïsme et de sacrifices.

L'armée y joua son rôle. Les « soldats laboureurs », que furent Clauzel, Bugeaud, Lyautey, dont la lignée ne devait s'interrompre qu'en 1962, répétaient : « Une ferme française vaut un bataillon. »

Certes, il a fallu du temps, plus d'un siècle, et bien des efforts individuels et collectifs, depuis les premiers colons qui labouraient leurs champs le fusil sur l'épaule — et mouraient souvent de la malaria — jusqu'à l'École nationale supérieure agronomique d'Alger, en passant par les écoles d'agriculture régionales.

Il a fallu l'école et le Service d'expérimentation d'Algérie s'appuyant sur des colons évolués. Ensemble, ils avaient réussi à dégager un corps de doctrine qui servait de base à l'enseignement dispensé dans les « écoles à fabriquer des colons ». Ce sont ces établissements qui ont fourni aux administrations et aux exploitations privées les cadres grâce auxquels les progrès de l'agronomie se sont inscrits sur les terres du Maghreb en magnifiques réalisations de toute sorte.

Et pour que tout cela, en fin de compte, fût remis en question!...

A vrai dire, pour en terminer avec eux, nos colons n'étaient pas des gens comme les autres.

Fondus maintenant dans la masse des agriculteurs de l'hexagone, ont-ils gardé leurs vices et leurs vertus? Des gens étranges.

J'en ai surpris un, autrefois, dans sa ferme, devant un énorme micro, débitant de sa grosse voix :

— FA8 SQ à l'écoute.

— ...

— Quel est votre WX?

— ...

Et le tout à l'avenant. Il conclut enfin :

— ... FA8 SQ à M36 SD, je dis 88, je dis 88. Terminé.

Collaborateur de l'armée? Agent secret? Ou simplement... le soleil? Le radio amateur Joseph Corbière, colon et maire d'Assi-bou-Nif, village oranais de colonisation, intarissable quand on l'entreprenait sur son *hobby*, voulut bien traduire :

— WX veut dire « quel temps fait-il chez vous? » et 88 « bons baisers ». En toute innocence. Sacrés colons! **H**

Christian MARÉCHAL

CHEZ LES MUSULMANS D

PENDANT la « bataille d'Alger », j'avais pris l'habitude de me rendre très souvent au camp de Beni-Messous où étaient internés les prisonniers faits par l'armée.

Je m'intéressais surtout aux intellectuels : médecins, pharmaciens, avocats. Leur internement pour une durée indéterminée leur posait de graves problèmes familiaux et professionnels. Dans la mesure de mes possibilités, je leur venais en aide en permettant quelquefois à leur affaire de tourner malgré leur absence.

A leur contact, j'ai appris à mieux connaître les problèmes que l'Algérie posait à la France. J'ai compris la nécessité de réformes profondes pour supprimer les injustices dont ils étaient souvent victimes, inadmissibles à notre époque.

Tous suivaient avec intérêt le démantèlement de l'organisation terroriste d'Alger. Je les faisais libérer lorsqu'ils jugeaient eux-mêmes qu'ils pouvaient reprendre leurs activités sans risquer de tomber sous l'emprise du F.L.N.

Un climat de confiance s'était établi entre eux et moi. Certains sont devenus mes amis et le sont restés. Un d'eux, allié à une des plus grandes familles d'Algérie, pharmacien, était l'ami de Ferhat Abbas, de Yazid, de Farès, de Ben Khedda, les intellectuels du G.P.R.A. C'est sur sa demande que j'avais fait relâcher la femme de Ben Khedda, arrêtée pendant la « bataille d'Alger ».

Libéré, il risquait d'avoir de nouveaux ennuis. Je lui proposai donc de rentrer en France où il pourrait continuer ses études en attendant que la situation se clarifiât. C'est ainsi qu'il vint s'installer dans une ville de faculté du midi de la France.

— Farès, me disait mon ami, a des idées très personnelles qui pourraient faciliter la solution du problème algérien et que j'approuve. Il vous les exposera.

Cette rencontre pouvait être intéressante. J'en rendis compte au général Ely, chef d'état-major de l'armée, qui me demanda de lui faire parvenir le plus rapidement possible un rapport à ce sujet.

Ainsi, au mois de mars 1958, pendant trois jours, dans divers restaurants ou chez moi, accompagnés bien souvent de nos épouses, nous pûmes, mon ami et moi, aborder longuement tous les problèmes que l'Algérie posait à la France.

Farès m'avait reçu aimablement, mais son épouse, une Kabyle, dissimulait mal une réticence qui m'avait frappé. Lorsque la glace fut rompue, elle m'avoua les raisons de son attitude :

— J'ai beaucoup hésité avant de vous serrer la main. Pourtant, je l'ai fait... J'ai pensé qu'il fallait oublier bien des choses pour aller vers la paix... Ce sont vos paras qui ont tué mon frère, ajouta-t-elle, vous êtes un de leurs chefs.

Farès était un curieux personnage. Il faisait penser à un radical bon teint de la IIIe République. Marqué par la politique, il en discutait avec passion. Mais si la conversation déviait sur d'autres sujets, son intérêt s'estompait; il restait muet.

Un mot magique

— Je ne comprends pas, me disait-il, pourquoi un grand pays comme la France s'est laissé acculer à la guerre. Vous avez donné l'indépendance à l'Indochine, à la Tunisie, au Maroc. Il était évident que ces événements allaient avoir des répercussions profondes en Algérie. Pour les prévenir, il suffisait d'accorder loyalement les réformes que nous demandons depuis longtemps.

» Or le gouvernement maintient, par des procédés plus ou moins réguliers, une situation qui n'a plus sa raison d'être. Ainsi, nous avons perdu confiance dans la France parce qu'elle n'a pas tenu les promesses qu'elle nous a souvent faites.

» Pourtant, même après quatre années de guerre, je suis persuadé qu'il est encore possible de rétablir rapidement la paix. C'est une question d'honnêteté, de justice et de confiance.

» Pour que la guerre cesse, deux solutions sont possibles, vous avez le choix :

» La France peut donner l'indépendance à l'Algérie, une indépendance complète, sans restriction. Tous les liens qui lient actuellement les deux pays devraient être rompus. Nous pourrions ensuite étudier dans quelles conditions une Algérie indépendante pourrait s'intégrer à une communauté qu'il appartiendrait d'abord à la France de définir.

» Je considère cette solution — celle du désespoir — comme une catastrophe pour l'Algérie. Mais la masse des musulmans est trop peu évoluée pour la pressentir.



Gamma



Ribeaud



Membre, puis président de l'Assemblée algérienne, ▶ Farès « avait gardé l'aisance des parlementaires pour exposer les problèmes qui l'intéressaient ». Il avait conscience de représenter une valeur non négligeable sur l'échiquier politique algérien.

E BONNE VOLONTÉ



doc. Trinquier

◄Le colonel Trinquier a été chargé de la pacification dans le secteur d'El-Milia. Il fait partie de ces officiers décidés à « renverser la vapeur » et à combler le vide administratif et policier dans les douars, en les quadrillant sévèrement. Avec le D.P.U. il avait acquis une technique sans faille dont la « bataille d'Alger » lui avait permis d'expérimenter toute l'efficacité.



Kahia

Le président Ferhat► Abbas. Démissionnaire le 24 décembre 1959, il fut réinvesti le 10 janvier, bien que ses compagnons lui fissent grief de son modérantisme invétéré, qu'ils estiment inefficace.

Son sort misérable ne sera pas modifié quoi qu'il advienne. Pour elle « indépendance » reste un mot magique qui doit résoudre tous ses problèmes.

» La deuxième solution, celle que mes amis et moi avions autrefois proposée à l'Assemblée algérienne, était d'accorder une égalité complète entre tous les habitants d'Algérie, Français de souche ou Français musulmans, quels que fussent leur lieu de naissance, leur race ou leur religion.

» C'est ce geste généreux que les Algériens attendent de la France depuis des décennies. Si le slogan « l'Algérie, c'est la France » est sincère, il faut qu'il devienne une réalité, c'est-à-dire que tous ses habitants soient égaux en droits et en devoirs.

Et il ajouta, détachant nettement ses mots, pour que je comprisse que ce qu'il me disait était capital :

— Toute autre solution que l'indépendance totale ou l'égalité complète ne peut être qu'une tricherie sans portée pour conserver le contrôle des richesses algériennes — le pétrole en particulier; elle vise à masquer l'intention de la France de ne pas payer les frais de l'intégration, c'est-à-dire l'application des lois sociales, et de ne pas accepter au Parlement un nombre sensiblement accru de députés algériens.

» Au fond, que craignez-vous?

» Que les lois sociales vous coûtent cher? Certes, le prix sera élevé, mais moins que plusieurs années de guerre qui se termineront en catastrophe. Les parlementaires algériens, musulmans ou non, défendront mieux des intérêts devenus communs que ne font aujourd'hui les députés communistes.

» Il y a indiscutablement un risque à courir. C'est à la France de le prendre ou de le refuser. Nous ne pouvons qu'attendre votre décision; elle est entre vos mains. Mais tout retard la rendra plus difficile et prolongera inutilement la guerre.

Le compte rendu de cet entretien fut aussitôt transmis au général Ely, au général Ginestet, chef de cabinet de Metayer, sous-secrétaire d'État à la Guerre, et au général Salan au moment où j'allais prendre le commandement du 3e R.P.C. sur la frontière tunisienne. Comme tout ce qui, à cette époque, était marqué au coin du bon sens, il resta lettre morte jusqu'aux événements de mai 1958.

J'étais alors membre du Comité de salut public constitué le soir du 13 Mai. Au début de juin, le général Salan me fit appeler. Il me rappela brièvement le rapport que je lui avais remis en mars 1958. Puis il me dit :

— Le général de Gaulle a l'intention de faire entrer M. Farès dans son gouvernement. Il voudrait connaître l'opinion du Comité de salut public à son sujet. Vous le connaissez. Parlez-en au comité, c'est très important.

J'exposai au Comité de salut public les entretiens que j'avais eus avec Farès au mois de mars précédent. J'insistai sur l'intérêt qu'il y aurait pour l'Algérie à ce qu'un poste important lui fût confié dans le gouvernement. Mais je me heurtai à une opposition absolue de tous les membres du comité, Français de souche ou Français musulmans (1). Farès fut traité de vieux politicard qu'il fallait à tout prix écarter...

Assigné à résidence

Au mois de juillet 1959 je reçus, à Vichy, la visite de mes amis musulmans. « Il faut, me dirent-ils, que vous rencontriez nos amis du G.P.R.A. Depuis le 13 Mai, ils vous connaissent, nous leur avons parlé de vous. Ils pensent qu'un contact direct, que nous organiserions à Tunis ou en Suisse, pourrait faire avancer la solution du problème algérien. »

Sans l'accord du gouvernement français ce voyage ne pouvait avoir aucun sens. Enfin, étant militaire je ne pouvais pas quitter la France sans autorisation.

Je téléphonai aussitôt au colonel Branet, du cabinet du général de Gaulle, pour le mettre au courant de l'invitation que je venais de recevoir et pour, le cas échéant, recevoir des instructions.

La réponse me vint le lendemain :

— Le général de Gaulle ne tient pas à ►

(1) Sauf les militaires.

◄Moïse Tshombé décore ses soldats. Au moment de la proclamation de la sécession du Katanga, en juillet 1960, Moïse Tshombé n'a pour défendre le pays qu'une poignée d'hommes. C'est pourquoi il fera appel au colonel Trinquier pour organiser une armée.

Ci-dessus : un camp de prisonniers. C'est en bavardant avec des prisonniers que le colonel Trinquier tenta de comprendre les raisons profondes de leur adhésion au F.L.N. et prit conscience de la nécessité de réformes importantes pour supprimer les injustices. *Ci-dessous :* camp de « rééducation » de ralliés à Saïda. Certains prisonniers demanderont à reprendre les armes aux côtés des forces françaises, et s'y montreront fidèles soldats.



J.-A. Blancherie/Atlas-photo

"le problème algérien

ce que vous rencontriez des hommes du G.P.R.A. Vous en feriez des interlocuteurs valables, a-t-il dit, c'est ce qu'il veut actuellement éviter.

Un peu déçu, je retournai en Algérie.

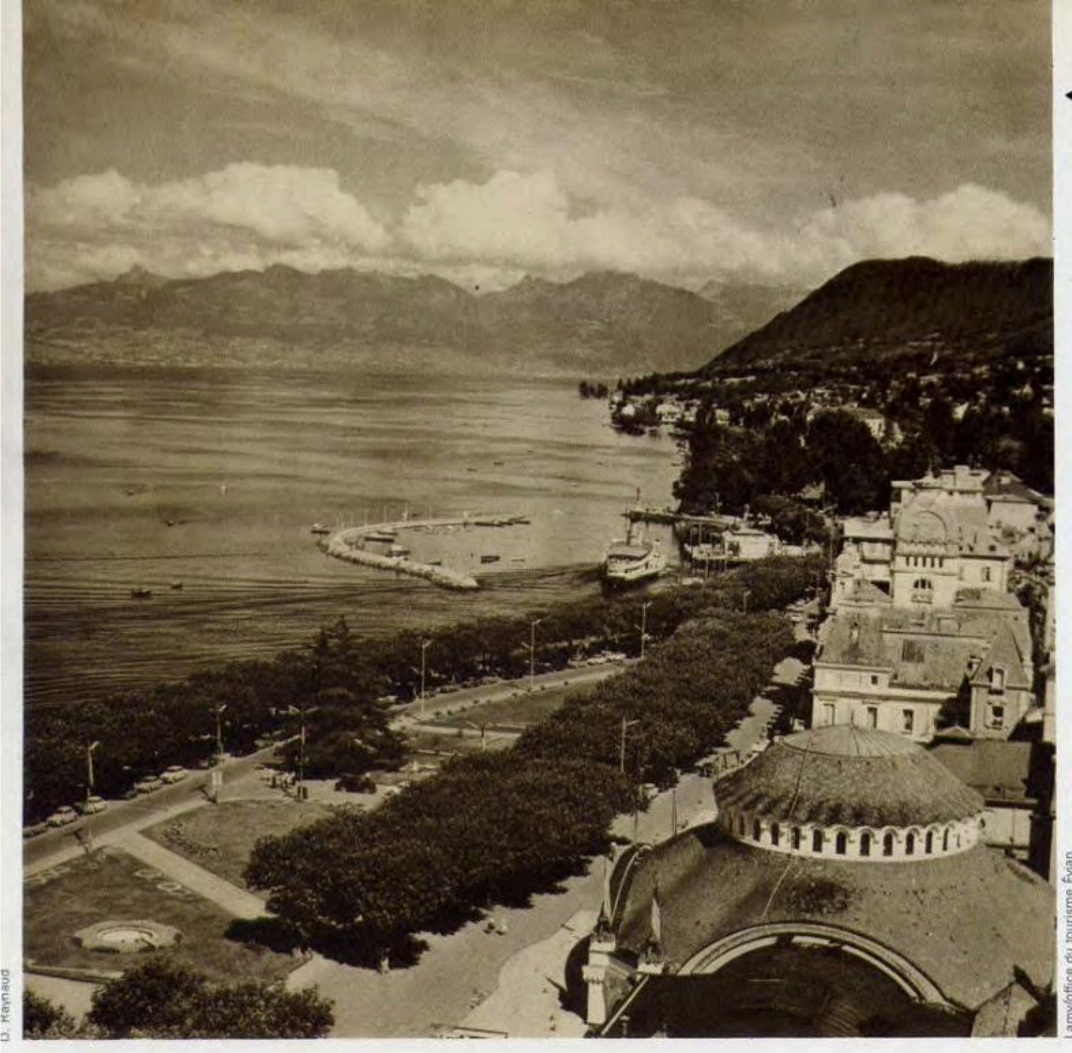
Au mois de juillet 1960, parce que j'avais voulu que, dans mon secteur, les élections fussent véritablement libres, j'étais, pour la deuxième fois, sans préavis, rappelé en France.

Les premiers contacts officiels avec les délégués du G.P.R.A. à la préfecture de Melun avaient été décevants. Ils n'apportaient pas l'ombre d'une solution.

Au mois de septembre 1960, mon ami pharmacien vint me voir à Paris. Il était envoyé par son beau-frère, ancien adjoint au maire d'une petite ville d'Algérie avant les événements (1). Interné au début de la rébellion au camp de Berrouaghia, il venait d'être libéré au mois d'août et restait assigné à résidence dans sa ville natale. C'était un pur.

Avec ses amis, il avait rédigé un questionnaire destiné au gouvernement. Ils me demandaient de le lui faire parvenir. Melun les avait déçus. Malgré la bonne volonté des envoyés musulmans, la rencontre avait été glaciale. Ils n'avaient pas compris ce que la France attendait d'eux. Ils étaient prêts à reprendre les négocia-

(1) J'ai préféré ne pas citer de noms.



D. Raynaud

Lamy/office du tourisme Évian

◀ **Évian : le bord du lac. C'est dans cette ville d'eaux de la Haute-Savoie que seront signés, à l'été de 1962, les accords entre les représentants du gouvernement français et ceux du G.P.R.A., mettant fin à la guerre.**

ramène à une sordide question de gros sous"

tions à condition que certains points fussent au préalable éclaircis.

Je soumis ce questionnaire à Pierre Messmer. J'avais connu Pierre Messmer à El-Milia, où il était venu faire une période comme lieutenant-colonel dans mon secteur. C'est à El-Milia qu'il avait appris sa nomination comme ministre des Armées. Je lui demandai d'autoriser le capitaine Dabezies, son premier aide de camp, à assister à l'entretien que j'allais avoir avec mon ami pharmacien au sujet du questionnaire.

Affecté à Nice

Ce qui me frappa au cours de la longue discussion que nous avons eue, c'est qu'en septembre 1960 l'intégration paraissait toujours aux musulmans comme la meilleure des solutions pour l'Algérie.

Le compte rendu en fut aussitôt transmis à Pierre Messmer, qui me convoqua et me dit en substance :

— Certes, votre papier ne manque pas d'intérêt, mais la question algérienne n'est pas de mon ressort. Je suis responsable de l'entretien de l'armée en Algérie mais non de la politique algérienne, qui est du ressort du chef de l'État.

Ce nouveau rapport resta lettre morte.

Puis je fus affecté à Nice, une garnison de tout repos. Moïse Tshombé venait de proclamer l'indépendance du Katanga. Il me demanda de prendre le commandement de l'armée et de la police qu'il voulait créer pour assurer l'indépendance de son pays. Sur les conseils de Messmer, j'acceptai et, afin de disposer de toute ma liberté pour assumer mes nouvelles fonctions, je quittai l'armée.

C'est alors que je reçus une lettre de mes amis musulmans. Ils me disaient :

« Vous allez quitter la France à un moment critique où nous allons avoir besoin de vous. Vous devriez rester. »

Je leur adressai une longue réponse que je leur demandai de transmettre à Ferhat Abbas s'ils l'estimaient utile. En voici un bref résumé :

« J'ai transmis, au cours de ces trois dernières années, toutes les propositions que vous m'avez faites au gouvernement français. Aucune n'a abouti. Ce résultat montre clairement que je ne puis vous être d'aucune utilité. A la lumière de ce qui s'est passé, je suis persuadé que les clés du problème algérien sont actuellement entre vos mains.

» Vous m'avez toujours affirmé que vous accepteriez l'intégration si elle vous était loyalement offerte. Ce serait une manne pour l'Algérie, me disiez-vous récemment; il est inconcevable que le G.P.R.A. puisse la refuser si elle lui était sincèrement proposée.

» Or le gouvernement, la bonne bourgeoisie française, une gauche dévoyée y sont opposés parce qu'ils estiment qu'elle coûterait trop cher.

» Le problème algérien se ramène en fait à une sordide question de gros sous. Comme c'est un motif difficilement avouable, surtout pour la gauche, le gouvernement a mis tout en œuvre pour faire croire à la masse que ce sont les Algériens eux-mêmes qui refusaient l'intégration et qu'ils voulaient leur indépendance.

» Ainsi, en les abandonnant, il se donne une bonne conscience.

» Dans la situation actuelle, si vous demandiez vous-même l'intégration, vous surprendriez l'opinion publique en plein doute, vous prendriez le gouvernement à contre-pied et bouleverseriez tous ses projets.

» Il serait bien obligé d'admettre l'intégration, puisqu'elle fait toujours l'objet d'une des trois options qui vous sont offertes. Vous sauveriez ainsi l'Algérie d'un désastre certain. La masse des Français, par réflexe patriotique, est attachée à l'Algérie; elle n'a changé d'opinion que sous l'effet de l'intense action psychologique à laquelle elle est soumise.

» C'est donc à vous de jouer. »

Quand je revins du Katanga, quelques mois plus tard, mes amis me firent la réponse suivante :

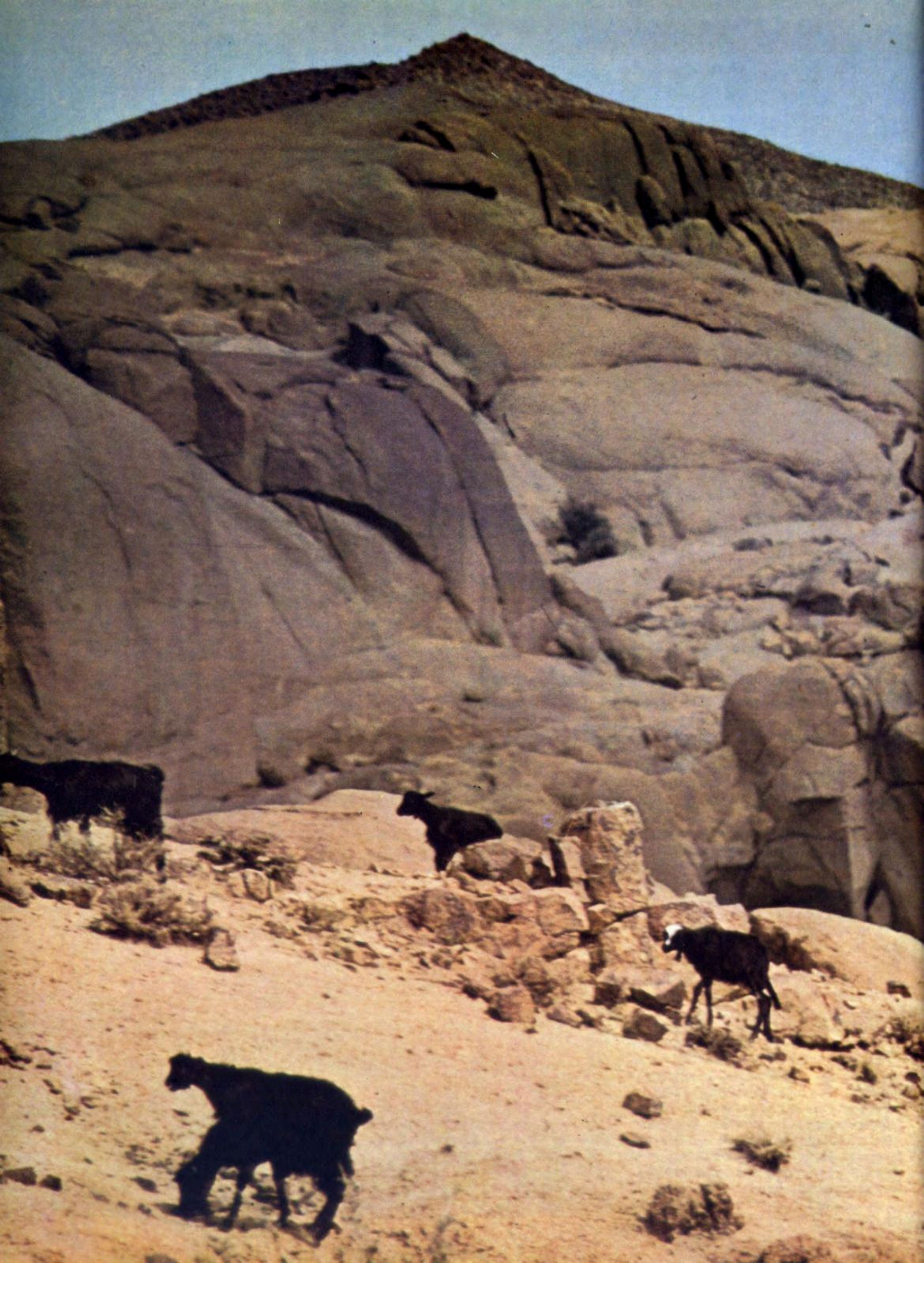
— Si nous avions eu la certitude que le gouvernement français accepterait l'intégration avec toutes ses conséquences, nous l'aurions demandée. Mais s'il nous l'avait refusée — ce qui est aujourd'hui certain —, nous aurions inutilement abandonné notre cheval de bataille, l'indépendance, et nous aurions signé notre arrêt de mort « politique ». C'est pourquoi nous ne l'avons pas demandée.

Comme des bâtards

Aujourd'hui, nous devons dire la vérité aux Français, particulièrement aux jeunes, pour qui l'Algérie est déjà une lointaine affaire : si l'Algérie n'est plus française, ce n'est pas parce que le peuple algérien a refusé de lier son destin au nôtre, c'est parce que nous n'avons pas voulu de lui. Voilà la vérité.

Vous ne voulez pas nous admettre dans la famille, me disaient souvent certains Algériens parmi les plus évolués, vous nous considérez comme des bâtards. Ces paroles, qui reflétaient leur déception, je n'ai jamais pu les oublier. H

Colonel R. TRINQUIER



HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 327

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...


Coll. Astier

En 1928, le docteur Astier créait à Souma, petit village situé au-dessus de Boufarik, un dispensaire. Docteurs et infirmières...

— TÉMOIGNAGE

DJEBEL ET BARRICADES

Le mardi 19 janvier 1960, au retour d'une liaison en convoi au P.C. du régiment, le sous-officier chef du détachement vient me rendre compte de sa mission : « Mon capitaine, la compagnie part au repos samedi. » Et quelques secondes après, il ajoute : « A Collo. »

Collo peut sembler un point de repos assez curieux, mais pour nous, c'est une vraie capitale. Depuis le début de novembre 1959, l'opération Pierres-Précieuses est déclenchée, et nous nous sommes immédiatement enfoncés au centre même du massif de Collo. Ma compagnie a reçu pour cantonnement un hameau isolé situé au nord-ouest de la presqu'île, Krenak-Mayoun. Sur cet emplacement perdu, il ne reste que deux maisons debout, et encore faut-il en refaire les toits. Les murs eux-mêmes sont formés d'un aggloméré de pierres, de plâtre et également de plaques de liège probablement jugées impropres à l'exportation. En une matinée, un bulldozer a dégagé les quelques espaces plats nécessaires à l'installation des tentes.

Nous sommes à 700 mètres d'altitude ; la mer est à nos pieds. Au large passent de nombreux navires utilisant la voie Gibraltar-Suez. Vers l'ouest, par temps clair, la vue porte jusqu'à Bougie, en suivant toute la corniche kabyle de Djidjelli à Ziama-Mansouriah.

Depuis notre base, nous avons fouillé le terrain, cherchant le rebelle, ses caches, ses cen-

Opinions...


Woodruffs/Coll. Astier

...Dans l'article de Jean Escande nº 283, page 1980, je suis surpris que M. Escande n'ait pas parlé des zouaves. J'ai effectué mes classes en mars 1957 dans ce camp et je vous précise que ce camp du Lido ne se trouve pas à Hussein-Dey, mais entre Maison-Carrée et Fort-de-l'Eau (plus près de Fort-de-l'Eau), à 15 km d'Alger.

Ce camp était le centre d'instruction du 13ᵉ R.T.S. (insigne au-dessus du cinéma page 1983), du 9ᵉ bataillon de zouaves, avec le poste de garde vers la mer, sortie dans la rue de Fort-de-l'Eau, et pour terminer du C.I.A.B.C. (Centre instruction de l'arme blindée et cavalerie).

En 1957, il y avait 9 sections de zouaves à l'instruction au Lido.

M. Y. M..., 69100 Villeurbanne



Fidèle lecteur de votre publication, je me permets de vous faire parvenir un petit article sans prétention sur les bataillons de chasseurs ayant servi en Algérie.

Je pense qu'un tel article doit trouver sa place dans votre revue après ceux que vous avez publiés sur les zouaves, les tirailleurs, les spahis et la légion.

J'y ai joint deux encarts, l'un sur le drapeau des chasseurs, l'autre sur le combat de Sidi-Brahim. Les deux intertitres sont tirés de l'hymne des chasseurs, *la Sidi-Brahim.*

Il ne doit pas y avoir de difficulté majeure à illustrer cet article avec quelques photos de vos archives : chasseurs en tenue du XIXᵉ et du XXᵉ siècle, insignes des bataillons ayant servi en Algérie de 1954 à 1964, etc.

Je vous félicite pour le caractère sérieux de votre revue, dont certains articles font parfois grincer les dents...

M. L.-M. B..., 34120 Pézenas



...Plusieurs fois vous avez parlé de la frontière tunisienne. J'ai été un peu déçu, je pensais avoir plus de détails sur cette fameuse ligne Morice, plus de photos sur ce réseau et les postes qui

— *Djebel et barricades* (*Suite*)

tres de repos, ses zones de passage ; nous avons souffert, car le pays est difficile : vallées profondes, falaises, lignes de crête tortueuses, tout est couvert d'une végétation épaisse. Les forêts de chênes-lièges sont situées sur les sommets et les pentes douces, mais partout ailleurs on ne voit qu'arbustes et fouillis inextricables : on y circule par quelques rares pistes créées par l'homme et, parfois, il faut se glisser à quatre pattes dans des sentiers de sangliers.

En hiver, le climat est dur ; beaucoup de pluies, de brouillard, d'humidité. Des chutes de neige parviennent à bloquer les pistes routières, et il faut dégager de véritables congères afin de pouvoir passer.

Depuis bientôt trois mois, nous avons tout observé, tout exploré, et nous pouvons en principe circuler sans difficulté. Les opérations se succèdent à tous les niveaux, régiment, compagnie, section. Jour et nuit, il y a du monde dans la nature, crapahutant par monts et par vaux, montant pièges et embuscades. L'unité de déplacement se comptabilise en « tours Eiffel », et non par kilomètres ou par heures. Telle sortie se concrétise par 3, 4 ou 5 « tours Eiffel », c'est-à-dire par une escalade de 900, 1 200 ou 1 500 mètres.

La densité des troupes amies dans la presqu'île interdit pratiquement aux rebelles d'y vivre et d'y combattre. Le secteur appartient au 75ᵉ régiment d'infanterie de marine, commandé par le colonel Vaudrey. Quant à nous, les troupes de réserve générale, nous sommes là provisoirement pour aider les unités implantées à maîtriser la situation. Le rythme opérationnel est suffisamment intense pour que le commandement estime nécessaire de nous faire souffler un peu. C'est pourquoi, je trouve fort agréable, au milieu de ce mois de janvier, d'apprendre que ma compagnie va descendre passer quelques jours de repos à Collo.

Le samedi 23 janvier, au lever du jour, une unité amie vient assurer la relève, et notre convoi descend vers Collo, en passant par Bessombourg. La matinée est occupée à l'installation matérielle du bivouac : le terrain est à peu près plat, mais très boueux, et situé à quelques kilomètres au sud de Collo. Au dé-



◄... depuis n'ont cessé de se dévouer auprès des populations. Un foyer rural et un centre d'enseignement...

le jalonnaient, car si l'on compare la photo de votre revue, page 2302, ce poste n'est rien à côté de la cote 702 avec son puissant phare situé sur la route entre Lamy et Souk-Ahras.

Vous avez également parlé des régiments qui en assuraient la surveillance et je m'étonne de n'avoir jamais aperçu le nom du 6ᵉ régiment de cuirassiers. Pourtant j'ai moi-même fait cinq mois de « herse » de septembre 1959 à février 1960 au 1ᵉʳ escadron de ce régiment, qui était cantonné à Lamy avec le P.C. et le 4ᵉ escadron, le 2ᵉ se trouvait à Munier et le 3ᵉ à la cote 1010, et avant mon arrivée, le 6ᵉ cuirassiers se trouvait plus au sud, vers Tébessa.

C'est la période la plus mouvementée de mon séjour en Algérie et la plus dure car rares étaient les nuits calmes; on avait chaque soir notre « petit spectacle ». Mes camarades avaient baptisé « Son et Lumière » la route de Lamy à Munier, réputée par son spectacle, et avaient peint une pancarte qu'ils avaient installée au début de cette route.

M. L. V..., 73100 Aix-les-Bains

★

...Je ne suis pas d'accord avec le général Jacquin dans le nº 81. Bilan d'une mission avec Challe : « La 7ᵉ D.M.R. a quitté les délices des cantonnements de la Mitidja pour une mission plus conforme, etc., etc. »

Ancien du 2ᵉ régiment de dragons, 4ᵉ escadron, nous avons « pitonné » de novembre 1957 à juin 1959 à la cote 776, surplombant les gorges de Palestro, à l'est, et celles de Kedassa, à l'ouest. Vraiment charmant comme cantonnement... dans la Mitidja ! Croyez-moi, et cela pendant presque deux .ans. Je sais très bien que la 7ᵉ D.M.R. n'était pas uniquement représentée par notre escadron, mais je voulais vous en faire la remarque.

M. G. B..., 59470 Wormhout



C'est depuis le début de la parution d' « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, un engouement quasi général de la part de vos lecteurs (et j'en suis un assidu) dont fait foi le courrier des lecteurs. Permettez-moi de n'être pas tout à fait satisfait de votre publication. En effet, vous enivrez les gens de « politique » en mésestimant ou oubliant le travail accompli par les militaires. La politique prend le pas sur l'armée et c'est d'autant plus regrettable que les petits gars qui ont crapahuté dans les djebels se trouvent lésés. Je pense en particulier aux paras du 18ᵉ R.C.P. aux- ►

---

but de l'après-midi, je prends ma jeep et je vais en ville faire une reconnaissance classique. Il s'agit de me présenter au commandement local et de voir dans quelles conditions je pourrai envoyer mes légionnaires en permission de la journée, voire de la nuit, au cours de cette semaine de repos. Tout se présente fort bien; il existe des marchands en tout genre, la plage est belle mais malheureusement impraticable en cette saison. Peu d'activité dans le port sinon un petit cargo soviétique en train de charger des plaques de liège.

En fin d'après-midi, je suis convoqué au P.C. de Collo. Nos projets de détente sont compromis, car je reçois l'ordre de participer dès le lendemain à la mise en place d'un nouveau poste en assurant une protection lointaine. Le dimanche, à 5 heures, notre convoi remonte vers l'intérieur. Mettant pied à terre, la compagnie part dans la nature. C'est une zone montagneuse, mais assez ouverte, avec des cultures, et les habitants ont eu la chance de ne pas être regroupés. La journée se déroule sans aucun incident, mais ma présence reste nécessaire, et je suis maintenu sur place pour la nuit. Vers 20 heures, les sections sont réparties sur le terrain, et je fais stopper toutes les liaisons radio, car il faut économiser les piles.

Il fait nuit, la température est douce; brutalement, on entend au loin des rafales de mitrailleuse lourde. Aussitôt, mon radio met en écoute son poste A.N.G.R.C. 10. Curieux, je prends moi-même le combiné, et j'entends un message qui m'est destiné. Il s'agit de décrocher immédiatement et de rejoindre un point où je retrouverai mes camions : pas d'autres commentaires. Je vérifie le point indiqué : la carte confirme qu'une piste routière y parvient et que je peux, de mon côté, le rejoindre assez rapidement.

Un changement de fréquence me permet d'avertir mes chefs de section de notre nouvelle destination et, peu avant minuit, j'ai récupéré tout mon monde. Le sous-officier qui est venu avec le convoi ne peut me donner de renseignements précis : la seule chose qu'il ait entendu dire est qu'il s'agirait d'aller en vitesse à Alger.

Alger... Pour moi, aucune ►

La vérité des deux côtés...

quels aucun article n'a été consacré ! Ahurissant quand on connaît les résultats et malheureusement les pertes de ce régiment.

M. R. V..., 59270 Bailleul

★

...En lisant le N° 301 d'« Historia Magazine », série *Guerre d'Algérie*, j'ai remarqué une erreur dans la légende d'une photographie, page 2235. Il ne s'agit pas d'un car de police, avec le slogan « Massu au pouvoir », mais d'un autobus de la compagnie des tramways d'Oran (on voit très bien le sigle de la compagnie et le blason de la ville).

Connaissant bien les problèmes des transports urbains et ayant séjourné à Oran d'octobre 1960 à juin 1961, je peux même vous préciser qu'il s'agit d'un autobus Berliet, type PLR, N° 130 (visible sur la photo), faisant partie de la série 121 à 135 des T.O.; ces autobus circulaient presque uniquement sur les lignes I, II et 21, passant par la place des Victoires, le « Forum oranais », et desservant les quartiers de Gambetta, Courbet, Marine, etc.; la présence de grillages aux fenêtres était générale sur les trolleybus et autobus de la ville, protection contre les jets de grenades dans les vitres.

M. H. M..., 54000 Nancy



Je me permets de vous écrire au sujet de la guerre d'Algérie. A cette époque, étant petite fille – en 1956 j'avais six ans –, je l'ai quand même ressentie car j'avais mes deux frères qui combattaient, l'un dans l'armée de l'air, mécanicien, l'autre dans l'infanterie de marine.

Aussi, je voudrais vous dire que cette guerre, chez moi, ma mère l'a ressentie ! Combien de fois je l'ai vue pleurer ! Mes frères sont revenus sains et saufs, mais ils étaient aigris, des hommes, ils avaient vingt ans ! Aujourd'hui, ce sont des gosses à cet âge.

J'aime beaucoup votre magazine, j'adore l'armée, aussi, je vous remercie pour les belles photos de la légion et des paras.

Mlle A. C..., 87100 Limoges



Je vous prie de trouver ci-joint une lettre adressée à mes actionnaires en avril 1963. Peut-être la jugerez-vous intéressante pour vos lecteurs (dont je suis évidemment).

Il a été dit tant de mal des « colons » que vous hésiterez peut-être à publier l'opinion d'un des leurs. Pourtant, je n'ai jamais été de ceux qui « cassaient » de l'Arabe. J'ai été maire d'une commune de 6 000 habitants à la demande de l'armée et sans faire de politique. J'ai subi 46 attentats terroristes. Je n'ai tenu le coup qu'avec l'aide des



... ménager ont été aussi créés qui...

—— *Djebel et barricades (Suite)*

hésitation : la « bataille d'Alger » a recommencé et, au lieu d'y envoyer des parachutistes on fait intervenir les légionnaires. Je me sens immédiatement mal à l'aise. Les affrontements avec la population civile, le milieu urbain, le travail de police, ne correspondent pas à ma compétence, et encore moins à celle de la légion. Quelles seront nos missions ? Quelle situation allons-nous trouver ? Les questions s'accumulent, mais rien ni personne ne peut pour l'instant nous donner de réponse. La radio reste muette, et même si elle fonctionnait, que pourrais-je réellement demander ?

Après un arrêt ravitaillement à Bessombourg, nous parvenons vers 2 heures du matin à notre cantonnement de repos. Le séjour y aura été court et nous n'y retournerons plus. La nuit est noire; aux lueurs des phares, il faut tout démonter, recharger les camions. Je laisse sur place un petit gradé et deux légionnaires pour régler les problèmes posés par ce départ précipité et, vers 4 heures, nous partons en direction de Constantine. La route de Tamalous est accidentée, mais surtout, elle est en zone d'insécurité, et il faut faire attention, garder ses distances, vérifier si tout le monde suit.

Le jour se lève lorsque nous parvenons dans les faubourgs de Constantine, à Hamma-Plaisance. J'ai stoppé le convoi, et j'écoute Radio-Alger. J'apprends alors les événements de la veille, le massacre des gendarmes, sur le plateau des Glières, j'écoute les discours de Delouvrier et du général Challe. Je suis abasourdi, je convoque mes chefs de section et je leur fais part des nouvelles. Les têtes se baissent, les traits se tirent, mais ce n'est pas en raison des fatigues de la nuit. Chacun appréhende ce qui nous attend.

Malgré tout, il faut continuer. Une partie du régiment fait route devant nous. Toute la matinée nous roulons; les traversées de Châteaudun-du-Rhumel et de Saint-Arnaud se passent sans encombre; pas un seul mouvement dans les rues. Vers midi, c'est Sétif, avec, à la sortie ouest, un ravitaillement en carburant, d'ailleurs bien calculé par les logisticiens puisque trois de mes véhicules ont leur réservoir quasiment vide. Rapide prise de contact

harkis que M. Delouvrier m'avait autorisé à avoir à titre personnel.

Faut-il ajouter que je n'ai reçu aucune indemnisation ? Pourtant, Delouvrier m'avait demandé de rester : « La France a besoin de vous en Algérie ! »

M. M. B..., 69220 Belleville

★

...Fidèle lecteur d'« Historia », c'est avec plaisir que chaque semaine je découvre votre revue, car comme beaucoup de jeunes de ma génération, j'ai passé deux ans en Algérie dans le secteur d'Orléansville. Bien que n'ayant pas une mentalité d'ancien combattant, j'ai tout de même été marqué par cette période. Bien qu'étant dans un secteur relativement calme, deux mois après mon arrivée je suis tombé avec un groupe de camarades dans une embuscade, deux de ceux-ci sont morts et je m'en suis sorti je ne sais trop comment. Malgré cela, j'ai gardé de ce pays quelques bons souvenirs, surtout de ce secteur du Chélif avec ses vignes et ses orangers et son ail toujours bleu.

Avec « Historia », je découvre tout ce qui se passait en politique où les luttes étaient sévères, mais à cette époque, comme bien d'autres appelés, j'attendais la quille avec impatience sans trop me poser de questions, si l'Algérie resterait française ou non. Avec le recul des années, je crois, malgré les drames et les souffrances pour certains, que l'indépendance de ce pays était inéluctable.

M. A. R..., 22100 Dinan



...Je vous écris au sujet de l'article « A.L.N. guérilla et terrorisme » de M. Albert Paul Lentin paru dans votre N° 279 (page 1918, colonne centrale en haut) afin de vous apporter quelques précisions ; ces dernières n'engageant que ma propre responsabilité.

Appelé de la classe 57/2 B et fidèle lecteur de votre revue, je me rappelle assez bien cette opération du 6 janvier 1959 car j'y ai participé en tant que radio de la 12[e] compagnie du III/9 R.I.C., précisément à Sidi-Ali-Bou-Nab sur la cote 835 en Grande Kaby- ▶



Woodruffs/Coll. Astier

... dépendaient du dispensaire. Ici, on apprend à mettre une tétine sur un biberon.

avec le colonel, mais il démarre avec les unités de tête ; j'ai juste le temps d'apprendre ma destination (Les 4-Chemins, entre Alger et Blida) et ma mission provisoire : placé en serre-file, je dois ramasser tous les véhicules à la traîne.

Au milieu de la journée, même en janvier, il peut faire chaud sur le plateau de Sétif. Dans les camions, les légionnaires s'étirent, se dégagent de leurs couvertures, ouvrent des boîtes de ration. Les armes, je le sais, sont en état de fonctionnement. Le médecin quitte le convoi principal : il roulera avec mon unité afin de m'aider à porter secours aux gens en difficulté. Je suis inquiet de l'état des conducteurs. La plupart sont des jeunes gens du contingent ; tous roulent depuis la veille au soir et il ne peut être question pour eux de somnoler. Longeant le convoi à l'arrêt, le toubib vérifie l'état sanitaire des chauffeurs, distribue à l'un ou à l'autre une pilule remontante. Mais il reste encore des centaines de kilomètres à parcourir et de nombreuses heures de route.

Nous repartons. L'écoute de la radio précise peu à peu la situation à Alger, ce qui n'est pas fait pour nous rasséréner. La route est belle ; à partir de Bordj-bou-Arreridj nous pénétrons dans la chaîne des Bibans. Passage aux Portes-de-Fer, que nous connaissons bien. Il y a quelques pannes, bien entendu, ce qui nous forcera à ne quitter Bouira qu'assez tard dans la soirée. Il faut tout de même faire attention en traversant les gorges de Palestro, et il est environ minuit quand nous parvenons au carrefour « Retour-de-la-Chasse », au nord de l'aérodrome de Maison-Blanche. Un barrage militaire nous interdit de passer. Je suis furieux ; j'ai hâte d'amener tout mon monde au repos. Les chauffeurs ont dépassé les limites de la conscience ; il n'y a pas encore eu d'accident, mais je sais que certains chefs de voiture ont dû à plusieurs reprises intervenir pour empêcher une sortie de route. Et je suis bloqué là, sans savoir pourquoi, ni pour combien de temps. Ce n'est pas le chef du poste de barrage qui peut me renseigner, et mes efforts pour atteindre un responsable à la radio restent infructueux. Autour de ma jeep, les cadres se sont agglomérés. ▶

Précisions pour l'Histoire...

lie. Pour le secteur qui nous concernait, le nom de code de cette opération du 6 janvier 1959 était K. 16.

Au lever du jour, le colonel de Camas avait installé son P.C. opérationnel sur la D.Z. de notre compagnie à 300 mètres du poste, ce qui lui donnait ainsi une vue plongeante sur l'ensemble du terrain où les troupes de l'A.L.N. avaient été encerclées durant la nuit.

Les forces en présence étaient assez importantes pour la superficie sur laquelle les combats se sont déroulés : environ 5000 hommes pour l'armée française et deux bataillons, soit 700 hommes, pour l'A.L.N. Ce ne fut pas une bataille rangée à cause du terrain très accidenté de cette région mais, dès le début de la matinée jusqu'à la tombée de la nuit, une multitude de combats isolés pour la plupart extrêmement violents.

Nous avions affaire à un adversaire bien entraîné, doté d'équipements et d'armements individuels et collectifs identiques aux nôtres, portant les mêmes signes de reconnaissance que nous : foulards de couleur autour du cou ou à l'épaule. Après les combats, nous avons constaté que de nombreux cadavres de l'A.L.N. portaient deux treillis l'un sur l'autre, un en tenue camouflée, l'autre kaki uni suivant qu'ils avaient en face d'eux des parachutistes ou des « biffins » du secteur. Tout cela ne rendait pas la tâche facile aux pilotes de chasse et d'hélicoptères pour discerner amis et ennemis.

Lorsque M. Albert Paul Lentin écrit : « Il apparaît clairement, en février 59, que les forces françaises n'ont porté que des coups limités aux *djounoud* d'Amirouche », je suis convaincu que l'auteur ne participait pas à l'action car, en tant que témoin, je puis vous affirmer que ce fut une véritable hécatombe dans les deux camps. La détermination des adversaires étant identique, ce fut le genre de combat type dans lequel il n'y a que très peu de prisonniers.

Cette section de parachutistes, dont vingt-deux ont trouvé la mort, ne s'est pas laissé massacrer en buvant tranquillement l'anisette; soyez assurés que du côté A.L.N. cette action leur a également coûté très cher en hommes. D'ailleurs le bilan des combats de cette journée est très explicite : nous avons eu



La salle de soins du dispensaire de Souma : 25 ans de travail et d'efforts...

Djebel et barricades *(Suite)*

Et puis, brusquement, en provenance de l'aérodrome, surgit un convoi; encadrées par des jeeps et des G.M.C. chargés de parachutistes, quelques voitures noires, genre DS, très officielles, passent rapidement en direction d'Alger. J'apprendrai le lendemain que c'est Michel Debré, premier ministre, qui arrive de Paris. La voie nous est enfin ouverte et nous repartons.

Nous voici enfin aux 4-Chemins. Mon patron est là, et il me donne ses ordres : « Tout le monde est fatigué, me dit-il, et il n'y a rien de prévu pour ce matin. Faites reposer votre personnel, et soyez prêt en fin de matinée, vers 11 heures. » C'est parfait. Installation en cantonnement, à l'abri des intempéries. Tout se passe vite, il est près de 4 heures. Rien d'officiel sur la situation à Alger ne nous a été transmis et nous ignorons tout sur l'usage qui pourra être fait de nous. Je n'ai plus le loisir de réfléchir : épuisé, je m'endors comme une masse.

Une heure à peine s'est écoulée qu'une estafette en provenance du P.C. me réveille et me transmet l'ordre d'embarquer ma compagnie et d'être prêt à faire mouvement en direction d'Alger, dès 5 h 45. J'ai vraiment du mal à me mettre sur pied, et plus encore pour agiter ma troupe; bon gré, mal gré, nous sommes rassemblés à l'heure prévue, l'œil à peine entrouvert, la bouche pâteuse et pas tellement lucides.

Le convoi formé du P.C. régiment et de trois compagnies part, à toute vitesse, vers Alger et le vent de la course, dans le petit matin froid, contribue à nous réveiller un peu. Quelques arrêts dans les faubourgs, où rien ne laisse deviner le drame qui se joue au centre de la ville, et nous entrons dans le très beau parc d'Hydra, sur les hauts d'Alger, où se trouve le P.C. du général Gracieux.

Chaque commandant de compagnie dispose son unité sous les arbres, et il n'est pas besoin d'ordres détaillés pour que tout le monde s'installe le plus confortablement possible; il s'agit de se reposer dans l'attente d'une intervention, car nous sommes placés en « situation réservée ». S'économiser est un devoir.

« Mon capitaine, vous êtes convoqué au P.C. » Cet ordre résonne encore à mes oreilles, car il ne faudra guère plus de

une centaine de tués. Quant aux troupes d'Amirouche, elles laissaient, au soir de ce 6 janvier, environ trois cents morts et blessés sur le terrain.

Je ne peux pas vous fournir de preuves, car je ne l'ai pas lu sur un communiqué officiel mais, en tant que radio, j'étais bien placé pour écouter les comptes rendus des différentes unités qui arrivaient au P.C. du colonel de Camas.

En conclusion, il est beaucoup plus aisé à M. Albert Paul Lentin de parler « des coups limités portés aux *djounoud* d'Amirouche » que de faire état de notre centaine de morts rien que pour cette journée et sur une si petite partie de l'Algérie.

M. J.-J. H..., 94200 Ivry



Je m'excuse de l'imprécision de mes renseignements, mais peut-être aideront-ils un peu mieux à saisir l'atmosphère psychologique de la période qui a précédé le 24 janvier 1960 dans l'Algérois.

J'étais, en octobre 1959, à Ménerville au 1/415e R.A.A. dont le chef était le commandant G..., qui a ensuite pris la tête du R.A.A. de Bordeaux; le chef des transmissions était le sous-lieutenant B..., qui était comme moi appelé et qui, je crois, à sa libération, a pris un poste d'instituteur à Champigny-sur-Marne.

Mais venons-en au fait. Un lundi d'octobre, je crois que c'était le troisième, alors que je revenais d'Alger et que j'allais prendre mon petit déjeuner au mess en même temps que le commandant G..., B... apporte cette dépêche émanant du Q.G. d'Alger-Nord :

« Faire savoir discrètement aux autorités civiles, accord pour manifestation. Mettre moyens de transport à leur disposition. A détruire, ne pas archiver. »

Le commandant G... ne fit rien, car c'était un homme prudent, mais le jeudi (à moins que ce ne soit le mercredi), en revenant de la conférence des chefs du régiment à Fort-de-l'Eau, il nous dit à midi, au cours du repas, qu'il avait soulevé la question et qu'il lui avait été répondu que « l'on ne savait pas qui avait pu envoyer cela ».

Tout commentaire serait partisan.

Dr J.-N. C..., 21250 Seurre

(à suivre)

A NOS ABONNÉS DES ALBUMS DIAPOSITIVES

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Des problèmes techniques se sont posés à nos fournisseurs à l'occasion du transfert provisoire de nos services du 17, rue Remy-Dumoncel au 170 bis, boulevard du Montparnasse, Paris-14e. Ces problèmes ont entraîné un léger retard dans le tirage de nos diapositives. La période des vacances, au cours de laquelle nombre de nos abonnés seront absents, nous incite à vous proposer de vous adresser les nos 11, 12 et 13 de nos albums en un seul envoi au début du mois de septembre 1973. En espérant que vous voudrez bien nous excuser pour ce léger retard, nous nous permettons de vous souhaiter, ainsi qu'à tous nos lecteurs, de bonnes vacances.

quinze minutes pour qu'un court *briefing* nous rassemble autour d'un patron quelconque, à l'écoute des dernières nouvelles. C'est au milieu de la matinée que notre chef de corps, le colonel Roux, arrive et nous entretient de la réunion de la nuit précédente au cours de laquelle Debré a tenté en vain de convaincre les généraux, puis les colonels, de la nécessité d'utiliser la force pour réduire les barricades.

La « force » en question, en définitive, c'est nous et quelques autres unités professionnelles ou semi-professionnelles. Et la solution provisoirement adoptée nous convient. Et si, cependant, l'attaque devait avoir lieu? A cette époque, nous sommes suffisamment disciplinés pour obéir, même si nous contestons la légitimité d'un tel ordre; car nous ne concevons pas que l'on puisse faire appel à la légion étrangère pour régler des problèmes intérieurs, réservés aux gendarmes et aux C.R.S. La situation reste confuse et les informations sont partielles. Un de mes légionnaires, Hongrois ayant fui son pays après l'insurrection de Budapest, ne me demande-t-il pas : « Mais qu'est-ce qu'on attend pour leur rentrer dedans, à tous ces communistes? »

Au cours de la journée, je fais avec mes camarades un certain nombre de reconnaissances sur les points clés où nous pourrions être éventuellement engagés, et je prends ainsi contact avec Alger, que je ne connaissais pas. Le ciel lourd et gris pèse sur la ville, à l'unisson de nos pensées. Les heures passeront lentement et nous n'interviendrons pas.

Les jours suivants, nous nous contenterons d'assurer la protection statique de quelques points névralgiques, comme l'immeuble de la radio-télévision et la poste de Mustapha.

Jusque-là, les problèmes politiques algériens se situaient pour nous sur un plan individuel. Mais cette introduction brutale de notre collectivité dans l'« affaire des barricades », en contrepoint de nos simples missions opérationnelles, nous montre un nouvel aspect de la situation : il nous conduit à intégrer nos unités à notre système de référence et à nos rapports avec l'autorité.

Pierre POCHARD

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351



« Pâturages » dans la région de Tamanrasset. Seuls les moutons peuvent trouver leur nourriture dans cet univers chaotique où ne pousse qu'une herbe maigre et rare.

Technor/Bloch-Lainé



E.C.P.A.

L'HEURE DU RÉFÉRENDUM

◀ Le général Crépin et son épouse. Militairement, il se bornera à poursuivre les directives de son prédécesseur, le général Challe. Sa dernière sortie sera « Arièges ». Puis il partira pour l'Allemagne.

La campagne pour le référendum est ▶ commencée et les murs des villes d'Algérie se couvrent à nouveau d'affiches et de slogans. Sur les quais de Philippeville, on peut lire en lettres géantes : Votez oui = ... paix retrouvée.

DÉCEMBRE 1960. Quoique « vieux de cent trente ans », le problème algérien vient de prendre une nouvelle dimension. C'est avec émotion et stupeur que les Français, à travers les péripéties du « voyage d'inspection » du général de Gaulle en Algérie, viennent de prendre conscience du fossé de haine qui sépare maintenant les Européens des musulmans. Certes, l'armée n'a pas « basculé », mais les solutions fondées sur l'association ou le recours à une troisième force, auxquelles certains croyaient encore, apparaissent dépassées.

Quant au chef de l'État, son voyage mouvementé n'a fait que le confirmer dans l'évolution amorcée depuis le mois de septembre. L'association débouchait sur une indépendance à terme, perspective à laquelle il avait pu croire un moment, mais qui, aujourd'hui, était morte et bien morte. L'avenir de l'Algérie ne passe plus par la négociation et l'indépendance immédiate. Simplement, il s'agit de savoir si cette indépendance débouchera sur une solution de type guinéen, avec une rupture complète, ou si elle permettra de sauvegarder, un temps du moins, les intérêts politiques, économiques et militaires de la France, comme ceux qui ont été établis avec la Côte-d'Ivoire ou Madagascar.

En attendant, l'heure est au référendum. Annoncé depuis le 17 novembre, celui-ci apparaît plus que jamais nécessaire. Les Français seront invités à marquer leur approbation ou leur désapprobation de l'autodétermination et d'une organisation des pouvoirs publics en Algérie. Mais, de ce référendum, le second depuis 1958, le général de Gaulle attend davantage. Il s'agit non seulement de faire franchir à l'affaire algérienne une nouvelle étape, mais de consolider le régime, de renforcer le prestige et l'autorité du chef de l'État. Ce que souhaite le général de Gaulle, c'est une adhésion massive de la nation, une nouvelle allégeance populaire, afin de taire les oppositions intérieures et d'impressionner l'armée et les Français d'Algérie. C'est un vote de confiance que réclame le président de la République.

Désenchantement et incertitude

Il ne s'en cache d'ailleurs pas et entend intervenir directement, à plusieurs reprises, dans une campagne qui s'ouvre le 17 décembre. Le 20 et le 31 décembre, le problème est nettement posé. Le général de Gaulle rejette « l'assimilation pure et simple », qui n'est plus qu'une « chimère » : « Pour l'Algérie, nous voulons que 1961 soit l'année de la paix rétablie, afin que les populations puissent décider librement de leur destin et qu'ainsi naisse l'Algérie algérienne... J'invite donc en particulier la communauté de souche d'Algérie à s'arracher définitivement aux troubles et aux chimères qui la couperaient de la nation et non seulement à accepter ce que le pays va décider, mais à en faire son affaire et à se saisir de la chance nouvelle qui s'offre à sa valeur et à son énergie. »

Mais, en même temps, l'allocution du 31 décembre s'achève sur une mise en garde, que d'aucuns assimileront à un chantage : « S'il arrivait par malheur que la réponse du pays fût ou négative ou indécise [...], quelles conséquences entraîneraient cette impuissance et cette division! A moi-même, quel coup serait ainsi porté, m'empêchant de poursuivre ma tâche! Au contraire, si le référendum est positif et éclatant, voilà la nation, son gouvernement, son Parlement, son administration, son armée bien fixés sur la route à suivre et le but à atteindre. Me voilà moi-même raffermi et plus fort pour servir de guide au pays et pour élargir la porte de la paix et de la raison. »

Quelle sera la réponse du pays? Personne ne s'aventure au moindre pronostic, à une heure où les sondages d'opinion sont encore embryonnaires. Simplement, ce que les observateurs les plus lucides constatent, c'est le décalage entre le tableau flatteur qui ressort des déclarations officielles et l'état d'esprit du pays. Si l'expansion est réelle, si le franc a retrouvé sa place dans le cercle des monnaies solides, si la France semble s'engager dans la voie du renouveau économique, il n'en est pas moins vrai que c'est le désenchantement et l'incertitude qui dominent. Indépendamment des deux oppositions, qu'il s'agisse de l'extrême droite ou de l'extrême gauche, la masse paraît hésitante, « dépolitisée », et oscille entre « une approbation résignée au régime et la peur du vide, de l'aventure, du chaos ». La confiance à un homme apparaît comme la solution la plus facile.

De fait, le malaise est d'abord politique. Le gouvernement présidé par Michel Debré reste l'objet de sarcasmes. Le Parlement s'affaiblit, ne joue même plus le rôle prévu par la Constitution. C'est l'orien-

Exit Crépin, remplacé ▶ par Gambiez, patron du corps d'armée d'Oran : un homme discret, aimable, à la voix douce, un peu zézayante. Le voici au sommet de l'Algérie. Mais il ne commandera aucune opération dans le djebel, « Arièges » ayant été la dernière sortie des « réserves générales », qui seront dissoutes trois mois plus tard.

E.C.P.A.





Vignau



Gamma/Eur.

La population prend une nouvelle fois le chemin des urnes. Pour ces femmes voilées : l'occasion d'une sortie.

tation même du régime qui serait incertaine. Parlementaire? Présidentiel? On ne sait. Il y a aussi la reprise de la guerre scolaire, que l'on croyait terminée, le mécontentement des ruraux, qui a donné lieu à de sévères affrontements. Surtout, l'année 1960 a été marquée par une vigoureuse reprise de l'agitation sociale. Les grèves se sont multipliées. Dans l'ensemble, les salariés ont le sentiment de ne pas recevoir une part équitable de la prospérité.

En tout cas, les prises de position à la faveur du référendum sont à la mesure de ce désarroi. Seuls les extrêmes s'affirment violemment en faveur du *non*. Dans ce camp hétérogène, il y a d'abord les partisans de l'Algérie française, de Bidault à Soustelle, et les participants des « colloques » de Vincennes. Ce groupe reçoit le renfort de quelques intellectuels : Déon, Groussard, Nimier, Perret, et surtout du Rassemblement national des rapatriés. Le 4 janvier 1961, de Madrid, Salan, Lagaillarde, Susini et Ronda rendent publique une lettre adressée à des « personnalités civiles et militaires ». Les quatre signataires, « portant dans leur cœur l'angoisse de la patrie au bord de l'éclatement », demandent d'imposer le *non*. Deux jours plus tard, seize généraux ayant commandé en Algérie adressent, à leur tour, une « lettre aux Français » pour éviter « une déchéance immédiate de la France » et pour empêcher « l'extension de l'influence soviétique en Méditerranée ». Parmi les signataires, on note les généraux Bouvet, Caillès, Dufourt, Girardot, Boyer de la Tour, de Monsabert, Zeller...

Quant aux communistes, ils refusent la solution du boycottage préconisée par le P.S.U. Par la voix de Thorez, ils se rallient au vote négatif. « En votant *non*, on ne vote pas comme les ultras, mais contre la guerre. » La C.G.T. emboîte le pas et amplifie sa propagande auprès des travailleurs. Des intellectuels, des avocats, des universitaires arrivent en renfort et signent des appels. On remarque Louis Aragon, Bruhat, Daquin, Henri Wallon...

Mauriac s'enflamme en faveur du « oui »

En revanche, les positions en faveur du *oui* sont beaucoup plus hésitantes, à l'exception de l'U.N.R., naturellement. Michel Debré veille d'ailleurs sur sa cohésion et déclare, le 3 janvier : « Il est bon, il est nécessaire, il est capital d'affirmer que la France voit l'Algérie de demain dans l'égalité des hommes et la fraternité des communautés. » Ce qui ne l'empêche pas de fulminer contre « les masochistes de la défaite et de l'abandon, fossoyeurs de l'honneur et de l'intérêt national ». Ailleurs, qu'il s'agisse des socialistes, des radicaux, des M.R.P. ou des indépendants, les prises de position trahissent une indécision visible. Finalement, la plus grande liberté est laissée aux fédérations départementales. Seul, François Mauriac, dans *l'Express*, s'enflamme en faveur du *oui*. « Dire *non* à de Gaulle, c'est dire *oui* au malheur. »

Le 6 janvier, le général lance un ultime appel : « C'est à moi que vous allez

les étudiants crient : "Charlot, des sous !"


Dalmas




Dalmas

Le 4 avril 1961, une explosion fait quatorze blessés à la Bourse. Cependant que des postes de police parisiens sont également attaqués. Dans la nuit du 9 au 10, de nombreuses lettres émanant d'activistes parviennent, en province, à des personnalités politiques et des attentats ont lieu à Paris, Rueil-Malmaison, Marseille et Clermont-Ferrand. Ces méfaits, commis par des activistes, viennent s'ajouter à ceux du F.L.N. et devant cette vague de terrorisme, l'inquiétude de la population croît.

répondre. Je me tourne vers vous par-dessus tous les intermédiaires. L'affaire est entre chacune de vous, chacun de vous et moi-même... » Le chef de l'État réclame un « *oui* franc et massif ». Deux jours plus tard, le 8 janvier 1961, les premiers résultats prouvent que l'appel a été entendu. Si ce n'est pas le triomphe du référendum du 28 septembre 1958, le succès n'en apparaît pas moins indiscutable. Certes, le nombre des abstentions est passé de 15 % à plus de 23 % et celui des bulletins blancs ou nuls dépasse 2 %. Les *oui* atteignent cependant le niveau plus qu'honorable de 75 %, contre 79 % en 1958. On compte un peu moins de 5 millions de *non*, contre 4 624 000 deux ans plus tôt. Une fois de plus, ce sont les régions du nord de la Loire, avec les bastions de l'Ouest, du Nord et de l'Est, qui battent les records des *oui*. Les réserves sont beaucoup plus nettes dans le Centre et dans le Midi. Quant au parti communiste, pour la seconde fois, il ne retrouve pas la totalité de l'électorat qui était le sien sous la IVe République.

Même s'il ne s'agit que d'un *oui* de résignation, comme déclarent certains, le général de Gaulle se considère cependant comme très satisfait. La route est ouverte pour la reprise du dialogue et le geste du G.P.R.A., le 16 janvier, paraît de bon augure. Cependant, le malaise n'est pas dissipé, loin de là... Le problème politique reste d'actualité, comme en témoigne la violente polémique qui oppose Paul Reynaud à Debré sur la nature du régime. Il y a toujours le malaise de l'armée, que révèle le « procès des barricades », en mars, et qui se traduit encore par une nouvelle vague de mutations.

Une fois de plus dans l'impasse...

La mise à la retraite du général Challe, le 25 janvier, cinq jours après sa déposition lors du « procès des barricades », est interprétée comme un geste de désaveu à l'égard de la politique du gouvernement. C'est, en même temps, le remplacement du général Crépin par Gambiez, tandis que le général Olié quitte le cabinet présidentiel pour succéder au général Ely à la tête de l'état-major général de l'armée.

Mais c'est le malaise social qui apparaît peut-être comme le plus grave. Dès le mois de février, les mouvements reprennent avec la grève des enseignants, suivie bientôt de celle des cheminots et des postiers, tandis qu'une grève générale des fonctionnaires a lieu le 17 mars. La contagion gagne le secteur privé et une lettre de Michel Debré au président du C.N.P.F...,

8 janvier 1961 : jour du référendum. Des marins vont ▶ aux urnes. En Algérie, le bled votera *oui*, les villes, *non*. 52 % des électeurs s'abstiendront, les consignes du F.L.N. et des activistes se rejoignant dans leur opposition pour boycotter la consultation. Ainsi s'ouvrira l'ultime phase du conflit algérien...



P. Habans/Paris-Match

Georges Villiers, ne joue pas en faveur de l'apaisement. Le premier ministre fixe à 4 % le rythme des augmentations de salaire. Du coup, l'agitation concerne la sidérurgie, la métallurgie, les constructions navales, tandis que la C.G.T. dénonce « la connivence qui existe entre le patronat et l'État dans la résistance aux revendications ».

C'est juste à ce moment qu'éclate le scandale du Comptoir national du logement. Un certain nombre de personnalités sont mises en cause : l'ancien préfet de la Seine, Haag, les députés Arrighi et Le Tac, tandis que la presse dénonce la faiblesse du ministre de la Construction, Sudreau, à l'égard de l'architecte François Pouillon. Certains en profitent pour

◄Les entretiens entre Bourguiba et de Gaulle se sont déroulés en secret. Un communiqué officiel déclarera que les deux chefs d'État « ont constaté à quel point leurs conceptions générales étaient proches ».

poser le problème de la nationalisation de la construction.

C'est cependant l'affaire d'Algérie qui continuera à cristalliser l'attention et toute une partie de l'opinion manifeste une impatience croissante devant la lenteur de la reprise des négociations. Dès le 19 janvier, onze organisations politiques et syndicales réclament une confrontation rapide entre le gouvernement français et le G.P.R.A. Le texte est signé par la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C., la F.E.N., la S.F.I.O., le parti radical, les indépendants de gauche... En même temps, les élus musulmans ne craignent plus d'adopter des positions qui auraient pu paraître encore inattendues quelques mois plus tôt. Ils réclament la libération des détenus, la grâce des condamnés à mort, l'ouverture de négociations avec toutes les tendances algériennes, y compris le G.P.R.A. Quant aux étudiants, ils manifestent d'abord aux cris de « Charlot, des sous! » avant de terminer par « Paix en Algérie ».

Cependant, une éclaircie apparaît. Le 27 février, les conversations entre de Gaulle et Bourguiba à Rambouillet, qui se soldent par des « conceptions générales très proches », semblent annoncer le véritable début d'une négociation. Mais il faut encore attendre plus d'un mois pour que le gouvernement français et le G.P.R.A. annoncent l'ouverture de la conférence d'Évian, le 7 avril. La presse accueille la nouvelle avec un mélange d'espoir et de scepticisme. De fait, le 31 mars, un attentat provoque la mort du maire d'Évian et, le jour même, le G.P.R.A., qui se considère comme le seul porte-parole du peuple algérien, refuse de se rendre à la conférence. Une fois de plus, on se trouve dans l'impasse.

J.-P. Biot/Paris-Match



C'est de nouveau la déception. Toute une partie de l'opinion avoue son trouble, d'autant plus que des mouvements sociaux continuent dans la métallurgie, les postes, gagnent les douanes, les perceptions. Mais surtout, on a l'impression que la « gangrène » algérienne contamine la France, avec la vague croissante d'attentats. Après l'incendie de la bibliothèque du Palais-Bourbon, une charge de plastic explose, le 2 avril, dans l'immeuble habité par François Mitterrand. Deux jours plus tard, une autre fait 14 blessés à la Bourse. Du 9 au 10, cinq attentats sont enregistrés à Paris et à Marseille.

C'est dans ce climat troublé que le chef de l'État annonce une conférence de presse pour le 11 avril. Par un phénomène étrange, qui tient aux ressorts profonds de la nature humaine, on pense encore, après deux ans et demi de suspense, que la solution de l'affaire d'Algérie va jaillir miraculeusement de cette confrontation entre le général de Gaulle et les journalistes. En réalité, à l'exception des U.N.R., la désillusion est générale. Les seules innovations ont été dans la présentation. Il n'y a pas eu de déclaration liminaire et le général s'est offert le luxe de répondre à une question sur Ben Bella que personne n'avait posée!

Le mirage du désert

En réalité, le président de la République n'a fait que reprendre des thèmes vieux de six mois : cessez-le-feu, autodétermination. Ce qui a surpris, c'est le ton « amer et désenchanté ». En fait, de Gaulle s'est placé sur le plan des intérêts, du « maquignonnage », diront certains. Si le principe de l'indépendance n'est pas remis en cause, la France n'accordera une aide « au jeune État méditerranéen », qu'à la seule condition qu'il y ait échange, contrepartie. A y regarder de près, cette déclaration est essentiellement destinée au G.P.R.A. Le général de Gaulle tient à mettre l'organisation extérieure au pied du mur : l'Algérie n'intéresse plus la France, qui a au contraire tout avantage à décoloniser. Mais le futur État ne peut être viable qu'à condition de recevoir une aide substantielle, dans le cadre d'une coopération... « Il s'agit de savoir si, en définitive, les chefs de la rébellion seront capables de passer au positif. »

Pour l'heure, on ne tient pas compte de ces subtilités. On ne veut voir qu'une chose, c'est que la solution s'éloigne à nouveau comme le mirage du désert... L'attention se tourne derechef vers la crise sociale qui paraît bien devoir occuper la scène jusqu'à la fin du mois. N'y a-t-il pas au programme deux « journées d'avertissement » dans les services publics, pour les 18 et 19 avril, ainsi qu'une série d'actions revendicatives lancées par la C.G.T. à partir du 23 avril ?... H

Philippe MASSON

OFFENSIVE D

Oui صلح à
DE GAULLE
PAIX JUSTICE

Maquette Bentin/Coll. Bitterlin

◀ Maquette de l'affiche créée par Mahieddine Bentir pour la campagne du référendum du 8 janvier 1961. Ce référendum sera l'occasion pour les groupuscules gaullistes : l'Association du soutien, les débris de l'U.N.R.-Alger et le M.P.C., de faire cause commune au sein d'un Comité de coordination présidé par Yves Le Tac, compagnon de la Libération. Officiellement reconnu, le comité obtiendra des militaires l'autorisation d'afficher dans les quartiers musulmans.

DEUX mois après les barricades de janvier 1960, je débarquai pour la première fois à Maison-Blanche, chargé d'une mission temporaire pour le compte du service des relations extérieures de la R.T.F. J'étais muni d'une lettre de recommandation du député de Paris, Joël Le Tac pour son frère Yves, industriel établi à Alger, mais surtout investi par le comité directeur du Mouvement pour la Communauté des pouvoirs de secrétaire général d'une fédération de notre organisation à implanter en Algérie.

Le Mouvement pour la Communauté (M.P.C.) avait été constitué en juin 1959 par l'équipe de « gaullistes de choc » de Jacques Dauer, issue elle-même des jeunes du Rassemblement du peuple français. Ces jeunes militants, dès la mise en sommeil du R.P.F., en 1955, avaient refusé les compromissions de la IVe République et réclamaient le retour au pouvoir du général de Gaulle. Ils avaient édité un journal, *le Télégramme de Paris*, qui publiait des articles de Michel Debré, André Fanton, Léon Noël, etc.

En 1956, « gaullisme » est, pour nous, « liberté », gagnée à la fois sur le reste des hommes et sur le destin. Liberté dans l'effort. Il est action, non pas réservée à une minorité privilégiée, mais soumise à la règle du volontariat. Nous voyons en lui une occasion de triompher des prétendues fatalités du monde moderne, et en premier lieu du vertige totalitaire.

Après avoir participé activement au retour du général de Gaulle par des réunions publiques, des collages d'affiches monstres (dès novembre 1957) et une campagne d'opinion qui nous mobilisait tous, nous réalisâmes assez vite qu'une extrême droite assez virulente s'était révélée, le 13 mai, et qu' « il y avait là un danger non négligeable pour l'avenir, notamment au cas où le président de la République se trouverait en conflit avec une partie de la majorité parlementaire sur le problème algérien ».

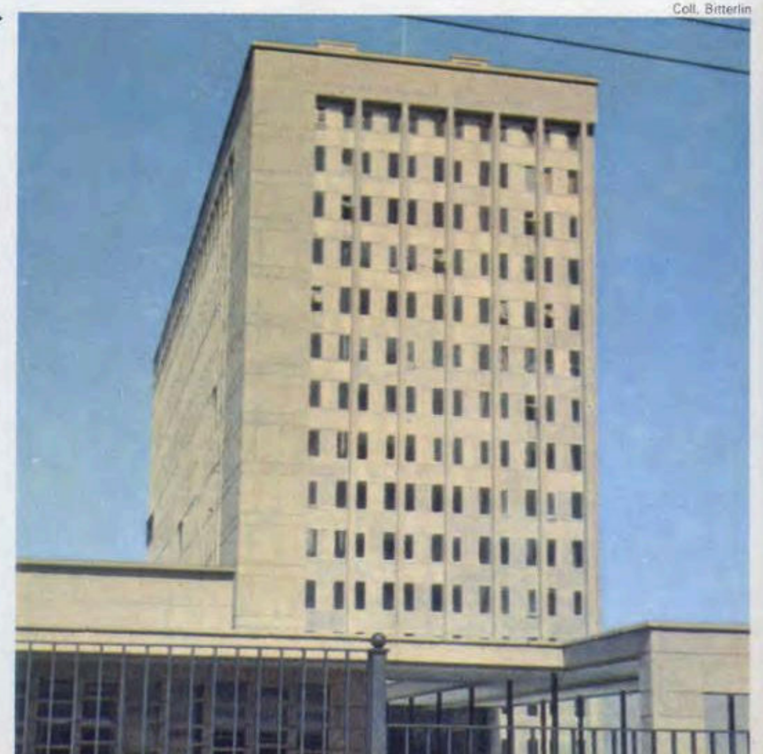
Notre conception du gaullisme n'était pas du tout celle des élus « Algérie française » comme Jacques Soustelle ou Léon Delbecque. Le 7 février 1959, à Alger, de Gaulle était déjà conspué au cours d'une réunion à laquelle participaient deux députés U.N.R., J.-B. Biaggi et Battesti.

Dans *le Télégramme de Paris*, l'un de nous écrivait en ce même mois de février 1959 : « Nous le soutiendrons [le général de Gaulle] donc envers et contre tous, même s'il juge utile d'élargir Ben Bella ou d'inviter Messali Hadj à déjeuner. La politique du président de la République est la seule sage et la seule réaliste, la seule capable de préserver un avenir franco-algérien malgré ceux qui veulent toujours l'intégration au napalm. »

Nous sentions qu'il fallait bien que le général de Gaulle fît quelque chose pour se sortir de l' « affaire algérienne ». La France était coupée du tiers monde. Condamnée à l'O.N.U., elle n'avait plus de relations diplomatiques avec l'ensemble des pays arabes.

Nous ne pensions pas que le *statu quo* réglerait le problème. Dès son arrivée au pouvoir, de Gaulle, chef du gouvernement, avait accordé le droit de vote aux femmes algériennes et institué un collège unique. Il voulait qu'il n'y eût en Algérie que des Français à part entière. Mais il avait en même temps donné à l'armée tous les moyens pour vaincre la rébellion.

Il fallait accélérer la promotion musulmane, lancer l'économie algérienne, donner des emplois à de plus nombreux Algériens. Ce fut le plan de Constantine.



Coll. Bitterlin

La maison de la radio ▶ à Alger. C'est là que travaille, en tant qu'animateur, Lucien Bitterlin, responsable de la Fédération d'Algérie du M.P.C., un jeune homme de vingt-huit ans, brun, le cheveu noir, la moustache fine. Gaulliste depuis l'âge de seize ans, il avait collaboré, pendant la « traversée du désert » du général, à un journal semi-confidentiel : *le Télégramme de Paris*. Bitterlin était venu pour la première fois à Alger au mois de mars 1960.

LES GAULLISTES DE CHOC

Les actes de terrorisme, les opérations de ratissage, les interrogatoires poussés, les exécutions sommaires donnaient mauvaise conscience à tous ceux qui, quelques années auparavant, avaient lutté dans la Résistance française contre l'occupant.

Étions-nous aussi des occupants étrangers en Algérie ? C'est pour répondre à toutes ces questions et pour mieux comprendre la réalité algérienne que nous décidâmes de structurer notre équipe de jeunes gaullistes et que son animateur, Jacques Dauer, demanda à un conseiller général algérien, le cadi Mohamed Benhoura, d'en prendre la présidence. A travers lui, nous voulions manifester notre intérêt pour l'avenir de l'Algérie. Notre organisation, le 15 juin 1959, prit le nom de Mouvement pour la Communauté.

Deux mois avant le discours du président de la République sur le droit à l'autodétermination, le M.P.C., dans une conférence de presse, déclara : « Nous voulons constituer une grande force fraternelle qui assure à nos compatriotes musulmans la possibilité de s'exprimer au sein de la nation française. Notre ligne se résume dans le mot : association. »

Réunion en sous-sol

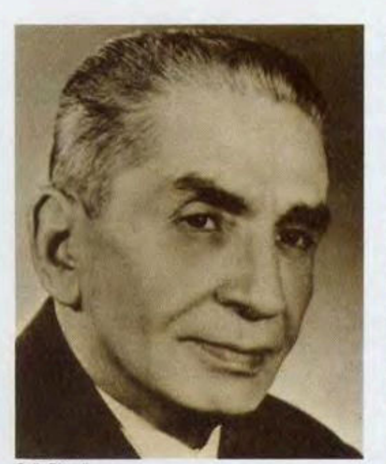
Le 16 septembre 1959, entre la sécession, la francisation et l'association que proposait le chef de l'État pour mettre fin à la guerre d'Algérie par l'autodétermination, nous trouvâmes dans la troisième option la ligne politique du combat que nous avions à mener.

Au cours de notre congrès, qui se tint à la mairie de Saint-Maur les 10 et 11 octobre 1959, le M.P.C. déclara à propos de la Communauté : « Le plus grand atout de notre pays, c'est la générosité sans marchandage : la communauté des peuples libres doit en être le témoignage aux yeux du monde. »

Mais les déclarations d'intention faites en France étaient une chose. Il fallait passer aux actes et s'imposer sur place en Algérie.

Si les effectifs du M.P.C. en France étaient suffisamment importants, ils étaient en revanche, assez disséminés et nullement organisés en Algérie.

D'ailleurs l'U.N.R. voyait fondre ses troupes, perdait ses élus européens, et les gaullistes orthodoxes se faisaient rares outre-Méditerranée pour soutenir la politique algérienne du président de la République.



Coll. Bitterlin



Keystone

***A gauche* : le cadi Mohamed Benhoura. Un homme sage et cultivé, au fin visage racé. Il avait appartenu, en 1936, à la délégation présidée par Ferhat Abbas, venue à Paris négocier le projet Blum-Viollette. *A droite* : Jacques Dauer. C'est au sein du R.P.F. qu'il avait rencontré et connu Bitterlin. Il était alors responsable des jeunes de la région parisienne.**

La « semaine des barricades » avait encore creusé le fossé entre Français et aussi entre Algériens et Européens.

Depuis des mois, le Front national français de Joseph Ortiz, certaine unités territoriales, les organisations activistes qui avaient participé à la prise du Forum et avaient vu par la suite que « l'affaire » leur avait échappé, s'organisaient pour refaire un nouveau 13 Mai et instituer un pouvoir de tendance fasciste.

De Paris, les dirigeants du M.P.C. s'étonnaient de la mansuétude de certains responsables civils et militaires à l'égard des émeutiers. A notre avis, l'activisme sortait renforcé de cet affrontement, la propagande des ultras, leurs déclarations prétendument patriotiques, l'absence en Algérie d'un camp gaulliste organisé, tout cela contribuait à donner l'impression que les Européens faisaient bloc contre de Gaulle et s'opposeraient par la force à une solution politique.

C'est dans ce climat de guerre civile que nous décidâmes de rassembler à Alger nos amis français et algériens adhérant à notre mouvement et de constituer cette fédération d'Algérie du M.P.C.

Après plusieurs réunions quasi clandestines qui se tenaient dans le sous-sol du café « le Strasbourg », rue Colonna-d'Ornano, nous constituâmes un bureau dont la présidence fut confiée à Yves Le Tac, commandeur de la Légion d'honneur, déporté résistant et installé depuis peu en Algérie. Notre petite équipe comprenait quelques anciens déportés et résistants amenés par Le Tac, des abonnés au *Télégramme de Paris*, le fils et le gendre du cadi Benhoura, un ancien ▶

Coll. Bitterlin

LE CITOYEN DE LA COMMUNAUTE

LE TELEGRAMME de Paris

NUMERO SPECIAL MENSUEL 6e ANNEE

Nous avons choisi la voie la plus dure, Mais aussi la plus habile : la voie droite. Charles DE GAULLE.

LE NUMERO : 0,50 N. Abonnement : 1 an : 10 N. Solidarité : 20 N.

C.C.P. PARIS 10.218-

JANVIER 1961

55, QUAI DE LA TOURNELLE - PARIS-Ve

DECLARATION ET APPEL DU CADI BENHOURA

NOUS ne rappellerons les tragiques événements récents que pour pleurer et nous incliner devant nos morts, tous nos morts, victimes d'une folie collective qui assombrit le présent ; mais a le mérite de clarifier l'avenir.

Grâce au sacrifice de ces innocents, une situation nouvelle est née et l'ère du mensonge et des illusions vient de prendre fin.

Désormais la falsification des faits ou leur travestissement n'est plus possible.

La grande entreprise qui noyait le drame algérien dans une ambiance ... vient de s'effondrer au contact de réalités

LES LIENS AVEC LA FRANCE

EST-CE à dire que le premier acte de l'Algérie nouvelle, une fois sa législation définie, sera de rompre tout lien avec la France ?

Ce serait folie seulement que d'y penser ; car cela aurait pour conséquence le suicide collectif de 9 millions d'êtres humains. De nos jours, toute indépendance politique est un

On n'est jamais libre quand ... ne peut faire face à ses besoins ... l'aide de la France, de la ... France, partira — nous en sommes convaincus — d'un cœur fraternel ... qu'aucune arrière pensée égoïste ... trahira.

Et puis vivre en association ... la France ne signifie nullement pour l'Algérie, l'effacement

***Le Télégramme de Paris*, édité par les jeunes militants ▶ du R.P.F. dès sa mise en sommeil, en 1955. La ligne de combat de ces gaullistes de choc dans le conflit algérien se résume en un mot : « association ».**


Baron

Le printemps est arrivé, qui est déjà ici l'été et durera de longs mois. Les Algérois ont repris le chemin de la plage. A quelques jours du *putsch*, comme tout paraît calme !...

le M.P.C. fait campagne pour le référendum

commando marine rallié à notre cause, Barthélemy Rossello, et quelques jeunes Métropolitains et Algériens que je connaissais depuis que je travaillais à la R.T.F. d'Alger.

Les contacts n'étaient pas toujours faciles. La fédération U.N.R. ne voyait pas d'un très bon œil le développement de notre groupe et le ton des premières déclarations que nous fîmes paraître dans la presse lui déplut.

Le M.P.C. participa à la campagne des élections cantonales en mai 1960, et son président, le cadi Benhoura, se présenta dans la circonscription de Saint-Eugène avec le maire de Guyotville, Marcel Bucaille, et Ali Khodja, président sortant.

La campagne fut épique. Pierre Lagaillarde était en prison, mais sa femme était tête de liste à Alger-Ville.

La liste du cadi Benhoura n'eut que deux élus, alors que le maire de Saint-Eugène, Raymond Laquière, en eut quatre.

Le printemps se terminait. Il faisait déjà très chaud à Alger. Les plages étaient toujours aussi fréquentées.

Des pourparlers franco-algériens eurent lieu à Melun, le 25 juin 1960, mais ils se terminèrent sans résultat le 29. Nous étions convaincus que ce n'était que partie remise.

Les généraux Jouhaud et Salan avaient quitté l'armée pour s'installer en Algérie. Le Front de l'Algérie française rassemblait tous ceux qui étaient favorables au *statu quo*, mais essentiellement les Européens qui n'arrivaient pas à comprendre que l'Algérie, ce n'était pas la France.

Nous savions que ces Européens allaient devoir choisir entre quitter leur pays ou rester dans une Algérie nouvelle, indépendante, que nous souhaitions associée à la France.

Après quelques mésaventures, dues à mes activités politiques, le M.P.C. décida de publier un bulletin qu'il intitula *Démocratie algérienne*, lequel exposait notre point de vue sur les chances à saisir pour la communauté pied-noir d'accepter de participer à cette République algérienne que nous savions être proche.

Notre mouvement avait prévu les événements de décembre 1960 et la direction de Paris avait alerté les hommes au pouvoir. Les ultras cherchaient l'affrontement. Ils ne se privèrent pas de jouer les apprentis sorciers, le 9 décembre, lorsque le général de Gaulle vint pour la dernière fois de sa vie en Algérie.

Aussitôt après ces sanglants événements, qui firent surtout des victimes parmi les Algériens qui manifestaient massivement dans la rue en faveur du F.L.N., commença la campagne du référendum qui devait faire approuver le principe du droit à l'autodétermination.

Le M.P.C. participa à cette campagne et eut la possibilité de s'exprimer à la radio et à la télévision. Il le fit évidemment en faveur du *oui*. Notre mouvement eut, à cette occasion, ses premiers contacts politiques avec des nationalistes algériens, et nos entretiens dans la Casbah avec certains d'entre eux nous renforcèrent dans notre conviction qu'il fallait continuer notre effort d'information, auprès des Européens comme auprès des Algériens. Ceux-ci étaient encore loin d'être convaincus de la volonté du gouvernement français de mettre fin à la guerre et d'envisager rapidement ensuite l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Le M.P.C. avait sur place une carte à jouer. La carte gaulliste. H

Lucien BITTERLIN

UNE VIE DE DINGUE EN PLEIN CIEL...



Lahalle

B-26 en vol et au sol. Connu durant la guerre 39-45 sous le nom de type A (A pour *attack*), le bombardier bimoteur américain Douglas *Invader* fut rebaptisé B-26 en 1948, après la disparition des derniers Martin B-26 *Marauder*. Soixante-trois *Invader* furent achetés à partir de 1956 : B-26 B, B-26 C et RB-26 (reconnaissance photographique).

J'AI eu du mal à me lever ce matin; le chauffeur, habitué, use et abuse du klaxon de la navette.

Il faut dire qu'en ce mois de février 1961 il nous est accordé peu de répit; vingt missions, c'est beaucoup pour un mois qui compte vingt-huit jours.

Et pourtant, je devais être de repos aujourd'hui.

Nad (1) et moi, nous avions projeté d'aller à Bomo-Plage et, pourquoi pas? au cinéma en plein air à Bouisseville.

Admirable cinéma où, pendant l'entracte, nous pouvions assister à un ballet de jets d'eau, sur une musique douce, douce...

En fait de ballets, il s'agira d'un ballet aérien, car, sur la feuille qui a été glissée sous ma porte, j'ai pu lire : « D/L05.00 BBT (2) HAL 6 avions. »

Quelle vie de dingue! A vingt ans, ne comprenant rien à la politique, je ne fais que constater ce que je considère comme une corvée. Dans la navette qui me conduit au terrain, je somnole... et rêve. Je pense à tous ces gens, Européens, musul-

Lahalle





La salle de *briefing* de l'escadron « Guyenne ». Seuls, les pilotes et les navigateurs assistent à la réunion.



Le pilote est monté à bord – ce qui représente déjà une performance, aucune échelle, aucun praticable n'étant prévu.



Les bombes sont larguées sur l'objectif. Un B-26 peut emporter une charge de 2 000 kilos de bombes.



A intervalles réguliers, les bombes explosent dans un ruit terrifiant. Du sol s'élève une fumée épaisse.

"j'ôte les goupilles de sécurité des bombe

mans, qui vont bientôt s'éveiller et faire semblant... de se haïr ou de s'aimer. Qu'il est beau, pourtant, ce pays!

Une heure me sépare de la base; nous quittons Aïn-et-Turck, en direction de Mers el-Kébir et de la nationale 2. Nous traversons Bouisseville, repaire des bourgeois et des chefs de la rébellion.

Merveilleuse corniche où, le soir, les maisons prennent des teintes pourpres et chaudes.

Après Fort-Lamoune, nous plongeons vers le port de plaisance, calme, étranger à tout ce branle-bas. Un groupe de musulmans attend déjà, afin d'être embauché pour le déchargement des navires.

Oran sera long à traverser; tout d'abord, il faut éviter les points chauds, et se soumettre aux contrôles des militaires et des U.T.

Six avions, cela veut dire sept équipages, dont un Spare (3) :

— 7 pilotes, 7 navigateurs, ou navigateurs bombardiers, 7 mécaniciens navigants (lesquels assumeront, entre autres, la conduite de tir de la tourelle arrière).

Vingt et un bonshommes à récupérer un peu partout. Les rues et les haltes se succèdent. Un dernier arrêt à Saint-Hubert, fief des familles de militaires, la navette prend de la vitesse, comme pour arriver plus vite à La Senia. Bien au chaud sous ma moumoutte (4), rassuré par le contact froid de mon MAT 50 (5), j'écoute les copains anciens d'Indochine.

Le bon vieux MAT

Pour un décollage à 5 heures, le briefing aura lieu à 3 h 50. Il nous reste donc un petit quart d'heure pour nous mettre en tenue et avaler un café chaud. Le planton du bar va encore nous maudire. Aux armoires, c'est la pagaille habituelle. Dans ces couloirs artificiels commence à monter une odeur de mâle, mêlée aux relents d'huile qui parviennent de la piste.

Il fera froid, mieux vaut être prudent dans le choix de la tenue. Pour ma part, et imité par beaucoup, je commence à enfiler les sous-vêtements; dans ce caleçon long, je ressemble plus à un athlète de la chanson qu'à un surhomme. Pull-over bleu à col roulé, chaussettes longues, pantalon calorifugé, combinaison de vol et, par-dessus, l'inséparable moumoutte. Les bottes de vol seront les bienvenues. Et puis il faut penser à toutes ces petites choses prévues par le règlement : plaque d'identité au cou, trousse de premier secours, trousse d'évasion, sauf-conduit, et puis le holster (6) et le bon vieux MAT 50. A bord des avions, nous avons déjà une caissette avec carabines et munitions.

La salle de briefing empeste déjà le tabac. Seuls les pilotes et les navigateurs assisteront à la réunion : les mécanos ont beaucoup à faire en piste, les avions devront être chauds avant notre arrivée. En salle d'O.P.S. (7), nous avons eu connaissance de la constitution des équipages et des avions. Pour ma part, je fais équipe avec le sous-lieutenant Deljosgla. Ancien sous-officier, il connaîtra un destin tragique et périra carbonisé à Bordeaux-Mérignac, à bord d'un *Vautour* (bombardier à réaction).

Le chef des O.P.S. est entré; c'est un petit homme renfermé. Rares sont ceux qui l'ont vu sourire. Il est dur, opposé à tout relâchement. Au sol comme en vol, il sera craint : dur avec les autres, il l'est avec lui-même. Beaucoup lui doivent d'être en vie. Lorsqu'il nous quitta pour effectuer son stage sur réacteur, les accidents nous frappèrent régulièrement.

Le cirque commence

La grenouille (8) est quand même venue malgré l'heure. A cette époque de l'année, il ne peut y avoir de grosse difficulté sur le parcours. C'est au tour du chef des O.P.S.

« Messieurs, bonjour. Il est 3 h 50. Mettez vos montres à l'heure.

» 3 h 51 top; 3 h 52 top.

» Nous partons à 6 avions pour Whisky 319 (9).

» Bombardement et armes de bord sur un objectif situé en Hôtel tango (10).

» 34 Fox 61 - Lima 55 - Golf 72.

» 4 h 15, aux avions.

» 4 h 30, mise en route.

» 4 h 35, appel radio.

» 4 h 45, roulage.

» 5 heures, décollage.

» Les avions se placeront dans l'ordre prévu pour le décollage, les numéros impairs sur la partie gauche de la bande (11), les numéros pairs à droite, le nº 2 à la hauteur du leader (12).

» Le leader décolle, monte à 180 et vario + 5 (13) jusqu'à 2 000 pieds. Le temps de montée après le décollage sera de 5 minutes.

» Les autres avions décollent les uns après les autres à 30 secondes d'intervalle et virent 15 secondes après l'avion précédent.

» L'itinéraire après le rassemblement sera : Tenira-Méchéria-Chellala-Dahrania, puis descente au 180 (14) et prise des PO.PI (15), cap à l'ouest.

» En cas de mauvais temps, la traversée s'effectuera par section de trois avions.

» La première section commence la montée à un top déterminé, la deuxième section continue le vol horizontal pendant une minute avant le début de la montée. Mêmes éléments (16) VI 180 vario + 5. Dans le cas de nuages stratiformes peu denses et peu turbulents où la visibilité peut


Lahalle



Lahalle

Et maintenant, c'est le vol de retour. La mission est terminée. Les B-26 rentrent à leur base. Par radio, les pilotes demandent le feu vert pour se poser. Un dernier virage, un « coup de tatane » pour remettre l'appareil dans l'axe et c'est le contact avec le sol. Aussitôt, les mécanos emmènent les avions vers les hangars afin de procéder tout de suite à leur vérification.



Kauffeisen

atteindre une cinquantaine de mètres, la traversée des couches se fera en vol de groupe serré. Le leader effectuera le trafic radio pour l'ensemble du dispositif.

» Pistolets fusées (17) pour les 5 premiers avions.

» Terrains de dégagement Méchéria et Colomb-Béchar.

» Messieurs, aux avions! »

Eh bien, ça promet. J'ai vingt ans, et c'est beaucoup pour un gamin.

Le cirque commence avec l'attente des parachutes.

Un soldat du contingent nous les remet sans ménagement. Sait-il que notre vie est renfermée dans ce sac? Qu'il ne s'ouvre pas au bon moment, et c'est un nouveau marabout dans le désert.

Nous allons donc dans les Ksour. Tous les moteurs sont arrêtés; notre parking est constitué de grilles.

Et c'est toujours impressionnant de voir ces silhouettes vertes se dirigeant vers leur avion. Parachute sur l'épaule, casque sous le bras, les poches des jambes sont bourrées de cartes et de documents photographiques avec cet attirail. Au pied de l'avion, le mécano et un radio sol. Bonjour. Où va-t-on? Pauvre mécano, qui reste toujours à l'écart des confidences du chef des O.P.S. Tout notre barda est déposé au pied de la roulette de nez. Ensemble, nous effectuons une petite PPV (18). La tâche de vérifier le chargement de bombes me revient.

Aujourd'hui, nous avons 4 bombes de 1 000 livres, des HVAR (19) et nos mitrailleuses; porte-bombes et chargement vérifiés; moteur et arbres de volets vérifiés; réservoir de soute, jaugeur et pompe de surpression; vérins de trappes; solénoïdes de trappes vérifiés; câbles de commande tendus et libres; compartiment mitrailleur, siège bloqué, trappe supérieure verrouillée.

J'ôte les goupilles de sécurité des bombes et les accroche à ma combinaison de vol à titre d'amulettes.

Dernier cérémonial : le pipi... au pied de chaque avion.

Une énorme secousse

Grimper à bord d'un B-26 n'est réalisable — sans dommages — que pour un initié. Aucune échelle, aucun praticable, il faut commencer par le bon pied si l'on veut arriver au terme. Le premier arrivé reçoit les équipements lancés du bas.

Nous avons un staffeur (20), et nous sommes en n° 2. Azur 2 (21) très exactement. Pilote et navigateur côte à côte, le mécano nous brelle (22), et tout de suite nous passons sur la fréquence groupe. Déjà le leader appelle. Noir leader (23) essai radio : Noir 2 5/5; Noir 3 5/5; Azur leader 4/5; Azur 2 5/5; Azur 3 5/5, et ainsi de suite, toutes les fréquences sont testées.

En même temps, la PPV intérieure a été effectuée, frein parking bloqué, contrôle de la pression, siège et pédales réglés, etc.

Le leader vient de mettre en route; comme lui, nous lançons nos moteurs. Pouce levé, c'est O.K., répond le mécano sol; personne devant. Pompe de surpression droite sur haute, puis basse pression. Démarreur droit 10 secondes; 2 injections. L'hélice commence à tourner lentement.

3e tour d'hélice, contact; mélange sur riche automatique; c'est parti et ça tourne de plus en plus vite, soute à bombes fermée, lampe verte allumée, convertisseur sur main, radio-compas sur ANT.

Même chose pour le moteur de gauche, qui grogne et a du mal à démarrer.

Je n'ai pas de chance, je suis tombé sur le 478 Uniform (24). C'est un sous-marin.

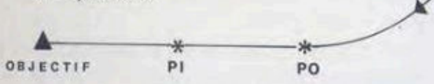
Pourquoi? A cause de sa verrière. Sur cet avion, pas de bulle, mais une trappe vitrée qui réduit l'espace à bord.

Rampeau sur Fox unité (25-26) :

Oran Airport de Rampeau noir. Rampeau noir d'Airport 5/5. Rampeau noir ▶

Petites notes explicatives pour rampants

1. Surnom de mon épouse.
2. Décollage 5 heures. Bombardement horizontal.
3. Équipage de remplacement.
4. Blouson de vol, calorifugé, avec col fourrure.
5. Pistolet automatique individuel.
6. Harnais permettant de cacher le revolver sous l'aisselle.
7. Opérations.
8. Météorologue.
9. Nom de code de la mission.
10. Nom de code de l'objectif.
11. Piste principale.
12. Chef de formation.
13. Vitesse indiquée : 180 mph. Vario + 5 = taux de montée.
14. Cap 180 (sud).
15. PO = point origine. PI = point initial.



Cette procédure permet de rester stable au cap, quelques minutes avant l'objectif, avec des repères facilement identifiables.

16. Vitesse indiquée.
17. Pistolets d'alarme, fixés au cockpit. En cas de panne au décollage, le largage d'une fusée rouge permet de signaler l'incident aux avions situés en arrière.
18. Vérifications extérieures et intérieures des différents organes de l'avion (utilisation de la check list).
19. Nom de la roquette utilisée.
20. Trois types de B-26 :
    - leader : nez vitré, utilisé par le navigateur bombardier
    - straffeur : nez plein, utilisé comme ailier, ou en mission isolée
    - photo : utilisé pour la reconnaissance aérienne.
21. Nom de code d'un ailier. Les leaders de bombardement sont identifiés par une couleur, les ailiers portent un numéro. Ce qui donne : Rampeau (code des B-26 du groupe de bombardement 2/91 Guyenne). Noir leader - noir 2 - noir 3, etc.
22. Action d'attacher le pilote — ou le navigateur — à son poste.
23. Chef de la formation intéressée.
24. Code de l'avion numéroté 478. En aéronautique, les lettres — pour être facilement comprises sur les ondes — s'énoncent par des images :

A : Alpha	J : Juliette	S : Sierra
B : Bêta	K : kilo	T : tango.
C : Charlie	L : Lima	U : uniform
D : Delta	M : Mike	V : Victor
E : écho	N : november	W : whisky
F : fox	O : Oscar	X : X. Ray
G : golf	P : papa	Y : Yankee
H : hôtel	Q : Québec	Z : Zoulou.
I : india	R : Roméo	

25-26. Code d'une fréquence radio.
27. Axe de la piste (par rapport au cap Nord).
28. Pression au sol.
29. Bien compris.
30. Type de bombe.
31. Nom de code de l'autorité aérienne du GATAC.
32. Nom de code d'une autorité sol, dans une région déterminée.
32 bis. Cette même autorité, se déplaçant en hélicoptère ou avion d'observation.
33. Voir nº 15.
34. Voir nº 15.
35. Avion stable sur tous les plans, afin de permettre au navigateur bombardier de calculer une dérive (en vue de connaître la direction et la force du vent).
36. Partie du viseur de bombardement NORDEN.
37. Remontrance du chef des OPS.
38. Plusieurs avions attaquent, les uns derrière les autres, un même objectif au sol — et ce, jusqu'à destruction complète.
39. Instrument de bord, donnant la vitesse indiquée.
40. Action du pied sur le palonnier de l'avion.
41. Il faut surveiller de tous les côtés.
42. Unité d'accélération.
43. Haute fréquence.
44. Nom de code d'une autorité sol.
45. Nombre d'heures maximum à passer sur zone.
46. Contact hydro-électrique.
47. Calibre des balles utilisées.
48. Masque à oxygène.
49. Témoin de fonctionnement du circuit oxygène.
50. Piste principale.
51. Les uns derrière les autres.
52. Rase-mottes.
53. Barrage électrifié le long de la frontière.
54. Nom de code des autorités situées sur le barrage algéro-marocain.
55. Bout de l'aile de l'avion.
56. Contrôle aérien, à l'extérieur de la zone de la base d'atterrissage.
57. Code d'une fréquence radio.
58. Pression au sol.
59. Bien compris.
60. Point de repère au sol, dans l'axe de la piste d'atterrissage, permettant de faire présenter un avion :
    - à une vitesse donnée
    - à une hauteur donnée
    - à un moment donné.
61. Rien ne s'oppose à l'atterrissage.
62. Chasseurs, chasseurs-bombardiers et bombardiers légers utilisent cette procédure pour se poser. Cela permet de gagner du temps.
63. Harnais.
64. Manettes des gaz.
65. Lampes témoins indiquant que le train d'atterrissage est sorti et verrouillé.
66. Pompes de surpression.
67. Avion contrôlé, c'est-à-dire que l'on est certain qu'il ne sortira plus de la bande. Les suivants peuvent donc se poser en toute sécurité.
68. Les B-26 sont des avions américains. Toutes les indications de bord sont données en unités d'outre-mer : 425 mph = 790 km/h environ 10 000 pieds = 3 050 m environ.

6 avions pour Whisky 319. Noir vous pouvez rouler pour la 240 (27). Le QFE (28) est de 29.65. Rappelez avant de pénétrer.

En position 5, nous quittons le parking en direction du taxiway. Il fait encore sombre et il faut surveiller les feux de l'avion qui précède. Un petit coup de phare, et l'avion revient dans l'axe. Au décollage, le poids sera de 36 910 lb. Avec 20 % de volets, on décroche à 140 mph. Il faudra toute la bande pour décoller. Point fixe : Oran, Noir leader pour pénétrer; leader, pénétrez, le vent dans l'axe, calme; Roger (29); dans l'axe, un dernier coup d'œil au compas-conservateur recalé; attention pour le top!

52 pouces à l'admission. 2 700 tours. Auto riche. O.K. pour la température cylindre.

Décollage sur freins : décollage, top. Devant nous, quatre avions et un nuage de poussière. Deux minutes se sont écoulées et c'est à notre tour.

Freins lâchés, la machine s'ébranle. La vitesse ne monte pas vite, il est vrai que nous sommes chargés.

La piste défile de plus en plus vite; les dernières balises se rapprochent et nous sommes encore rivés au sol. Au loin,


E.C.P.A.

du moteur droit de Noi

j'aperçois les feux des quatre taxis qui me précèdent.

Ça y est! 42 pouces, 2 400 tours, le train rentre. Sous mes fesses, je ressens la jambe du train avant — ploc —, c'est verrouillé. 300 pieds, volets rentrés, l'avion s'enfonce. Nous sommes juste à la limite des 140 mph.

La mission ne fait que commencer, mais elle semble déjà moins dure. Le gros morceau est passé.

Nous sommes à 1 000 pieds, en fin de sebkha, à VI 180, et vario 75. Il va falloir réussir le rassemblement de nuit. A nous deux, nous arriverons bien à garder en vue le nº 4. Le voilà qui vire; après 15 secondes, c'est à notre tour. Virage à 18º d'inclinaison, cela devrait nous mener aile dans aile au cap 180.

Un fuselage nous sépare du leader. A 10 mètres au-dessus, je distingue nettement la tête du mitrailleur de tourelle arrière.

L'objectif est à 1 550 m. Compte tenu de l'altitude de sécurité imposée par l'emploi des 1 000 livres (30), il faudra grimper à 9 000 pieds! Le bombardement synchro en sera d'autant meilleur.

Caffut (31). Caffut de Rampeau noir. Rampeau noir, caffut. Noir pour Whisky 319. 6 avions.

Bien compris, contactez sur place Raisin volant. Conservez écoute jusqu'au matin (32).

A 9 000 pieds, tout est calme; le leader a ordonné la formation de route, et c'est la détente pour quelques minutes. Nous passons en régime d'autonomie maximum. 1 600 tours. 30 pouces à l'admission.

L'ouest prend des couleurs merveilleuses. En ce jour naissant, les montagnes sont enrobées d'un voile pourpre. La Lune est parée d'un halo. Les avions se découpent étrangement sur ce paysage.

Radio-compas sur Allouis, la musique envahit les écouteurs. C'est interdit.

Nous laissons les monts de Daïa et pénétrons sur le territoire du chott ech-Chergui. J'aperçois le Kreider. J'ai encore quelques gâteaux secs dans une poche.


E.C.P.A.

◀Touché par une balle, un des moteurs de ce B-26 a été démonté et des mécanos procèdent à sa réparation. Le B-26 est équipé de deux moteurs Pratt et Whitney R-2800 de 2 000 CV. L'appareil a été rapidement réparé et bientôt, il sera en mesure de prendre le départ pour effectuer une nouvelle mission.

2 s'échappent des filets de fumée gris-bleuté

Je ne regrette pas d'avoir mis une combinaison calorifugée, car il fait froid (32 bis).

Raisin volant de Rampeau noir; Rampeau de Raisin volant 5/5; vous confirme objectif en Hôtel tango 34 Fox 61 Lima 55 Golf 72. Après bombardement, vous resterez sur zone à ma disposition pour armes de bord.

Le jour s'est levé et le soleil sera dans notre dos.

Noir leader, formation de combat.

Le bombardier doit commencer à s'agiter dans son nez vitré; c'est un vieux chibane, il l'aura au premier passage. A partir de ce moment, le silence radio devient obligatoire; la seule personne autorisée à émettre est le navigateur bombardier.

Les ordres se suivent :

Régime de combat 2 400 tours; 42 pouces; auto riche; intervallomètre sur sélect; largage total; vertical PO; cap 270; PI (33-34) dans 5 minutes; niveau pour dérive (35); Azur 3 servez; niveau terminé; verticale PI, bombardement dans 2 minutes; 1 degré à droite; niveau; en course PDI (36); objectif vu! Gâchette armée! contact; niveau; largage dans 15 secondes; bombes larguées; gyro cagé; photos prises; PDI coupé; cap 180 par la gauche.

La secousse est énorme; les avions reçoivent des coups de boutoir.

A intervalles réguliers, les 24 bombes explosent et le bruit nous parvient là-haut; en bas, une fumée envahit toute la côte.

J'ose espérer qu'il n'y avait que des cailloux!... Aucune chance de s'en tirer pour celui qui serait en dessous.

Azur 3 serrez, dernière fois. En voilà un qui va se faire débrieffer (37). Raisin volant à Rampeau, objectif atteint. Préparez-vous pour roquettes sur mon fumigène.

14 HVAR, cela représente 7 passages; à bord, il faut vite calculer l'altitude de l'objectif, les altitudes de départ et de début de ressource et l'altitude de sécurité.

Une noria (38) à 6 avions, ça promet!

Présentation à 8 000 pieds, à vitesse de 160 mph; sélecteur de salves sur auto; contact bombes roquettes sur roquettes; collimateur allumé et réglé.

L'objectif est en bas à gauche, par 90°. A 7 500 pieds, nous arrivons au cap 360. Un bon coup sur le manche et nous prenons 500 pieds. Le badin (39) passe à 160 mph. Un coup d'œil en arrière. Un grand coup de tatane (40) et l'avion bascule à 70°, le nez dans l'axe de l'objectif. Le badin s'affole. Je surveille l'altimètre qui déroule vertigineusement. Le sol approche, approche.

Un T-28 est touché

L'objectif est devant, je le vois remplir le cockpit. Vitesse 310 mph, 1 000 pieds sol, deux roquettes décollent de leurs rampes : deux points lumineux qui foncent vers les cailloux. Explosion. Il est temps de redresser la machine. Les yeux et les joues sont tirés vers le bas. Je ne puis bouger le bras, je suis collé au siège. Dans la ressource, j'aperçois le n° 6 qui fonce à son tour. L'objectif est continuellement harcelé. A ce point de la mission, il faut les allumer (41) car on pourrait tirer sur l'avion qui nous précède.

Et on remet ça; et on se tape des G (42) à qui mieux mieux. Cette fois, c'est passé près, attention aux éclats!

Tout est largué. Raisin volant nous met en attente à 10 000 pieds.

Cette fois, il fait chaud. La VHF (43) commence à être encombrée. A Géryville, Rigodon (44) fait de la retape. Ce sera pour les T-6. Tiens! mais ce sont des T-28! Ils sont venus en voisins de Méchéria, histoire de faire un carton...

Noir 2 semble avoir des ennuis. Son moteur droit laisse échapper des filets de fumée gris bleuté. Pour plus de sécurité, Noir leader décide de repartir avec ses deux ailiers.

Nous restons donc à trois avions bien décidés à bouffer notre potentiel (45); Azur leader prend le commandement; habitué aux réacteurs, le nouveau leader va leur en donner pour leur argent.

Et tout à coup, c'est l'affolement; un T-28 vient de se faire toucher et appelle sa mère.

Aux ordres de Raisin volant, nous allons entrer dans l'arène. Une noria à 3 avions, il va falloir serrer, et à moi les G. Deux coups de bittard (46) pour armer les mitrailleuses. Régime de combat. 2 000 pieds par 90°. L'avion se cabre, la vitesse chute à 170 mph. 42 pouces et l'avion bascule en semi-piqué. A vitesse 310 mph et à 600 yards de l'objectif, les mitrailleuses crachent leur venin. Une fumée envahit le cockpit, fumée faite de poudre et d'huile! Une brutale ressource, et l'on dégage la machine pour permettre au mitrailleur de tourelle de tirer.

Ainsi, l'objectif est continuellement sous le feu des avions. A raison de 25 cartouches par passe, il faudra rester longtemps sur la zone pour bouffer les milliers de 12,7 (47).

La chaleur devient insupportable. Impossible de se changer. Dès que l'on est ▶

E.C.P.A.


◀Les Douglas B-26 *Invader* ont décollé une nouvelle fois, de trente secondes en trente secondes. Maintenant, ils volent vers leur objectif. A bord, trois hommes : le pilote, le navigateur, ou navigateur bombardier, et le mécanicien navigant qui assure entre autres la conduite de tir de la tourelle arrière.



Brezerec

La pointe de l'Aiguille, près d'Oran. Combien de paysages admirables survoleront ainsi les équipages au cours de leurs missions dans le ciel d'Algérie!

le groupe sera marqué par un destin tragique

brellé, c'est terminé, il faut tenir jusqu'à l'atterrissage.

Vite j'agrafe mon groin (48); oxygène sur 100 %; le va-et-vient du blinker (49) me rassure; c'est une véritable drogue. Les piqués se succèdent à un rythme frénétique; les ressources se font de plus en plus serrées. Les G creusent.

A mon arrivée au groupe, j'ai eu beaucoup de mal à résister à cette vie; régulièrement, en bout de bande (50), je jetais un petit sac de plastique, tout chaud de ce que j'avais renvoyé.

La vitesse tombe

Enfin, nous tenons le bon bout. Oran est pour bientôt. Pour nous détendre, nous rentrons à l'enculette (51) et en radada (52) sur le barrage (53).

Au grand plaisir des biffins, nous rasons les casemates. Au passage nous saluons Liminaire brun, Chandail vert, Literie brun, Libeller, Limpopo avancé, Lotus noir (54).

En face de nous, Port-Say annonce la fin de la mission. Nous basculons sur la droite pour éviter de pénétrer en territoire marocain et, plein pot, nous récupérons l'altitude de présentation pour La Senia.

J'éprouve une grande lassitude; fort heureusement, le paysage est magnifique. Nous survolons la région de Nemours-Nedroma, cap sur Lourmel.

Tlemcen disparaît au loin; Aïn-Témouchent est sous la plume (55) droite.

Caffut. Caffut de Rampeau Azur. Rampeau Azur, caffut 5/5. Caffut d'Azur, retour Whisky 319, 3 avions, pour passer sur l'approche (56). Azur autorise. Rampeau Golf Unité (57). Oran contrôle, Rampeau noir 3 avions, retour Whisky 319, passons Témouchent. O.K., autorise à passer sur la tour, pour la piste 060 face à l'est. Le Foc écho (58) 29.90. Roger (59). Oran Airport, Rampeau Azur à 1 minute de l'initial (60), 1 000 pieds. Vous êtes clair (61) pour un atterrissage, vent nul. Rappelez au break (62).

Dernières vérifications : armement coupé, niveau hydraulique sur normal, pression frein secours, compresseurs sur basse vitesse auto riche, 2 400 tours, 28 pouces.

Azur à 10 secondes.

Un coup sec sur les bretelles (63).

Azur au break.

Manettes dans la poche (64), la plume gauche semble plantée dans le sol.

C'est impressionnant, la vitesse tombe, top 20° de volets, top train sorti, 38° de volets.

Azur 2, dernier virage, train freins volets 3 vertes (65).

50 secondes se sont écoulées depuis le top du break. La bande est prise en légère glissade. Un coup de tatane remet tout dans l'axe. Pas trop vite, sinon nous allons embrasser la planète!...

Le train principal a pris contact; un peu de gomme sur la piste. Le bruit caractéristique des pneus qui touchent. La roulette de nez tombe 52° de volets. Hélices plein petit pas, boosters (66) coupées, volets de capot.

Azur 2 contrôle (67).

En fin de bande, nous pouvons — enfin! — entrouvrir la verrière. C'est bon l'air de la sebkha. Les trappes à bombes descendent, les hélices s'arrêtent sur un gros plouf. Quatre heures de vol! Mission terminée.

Le calme renaît, irréel.

Ce n'est pas pour cette fois, le Bon Dieu m'a préservé.

Hélas! au cours des mois qui suivront, le destin sera tragique et nous frappera dur : le 25 mars 1961, Azur 3 périra dans les monts de Tlemcen, au cours d'une mission de nuit (largage de lucioles); le 29 mars 1961, un autre B-26 (68) s'écrasera, faisant 4 nouvelles victimes; au cours d'une manœuvre de rassemblement, Rampeau noir entrera en collision avec un de ses ailiers; deux avions chuteront de 10 000 pieds; tout l'équipage périra, carbonisé et affreusement mutilé; un radio sera touché, en plein vol, par le tir de l'arme automatique d'un rebelle. H

Robert LAHALLE

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Claude Rébelo***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14ᵉ. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Janvier 1961)

FRANCE

2 : rencontre Poujade-Salan à Madrid.
3 : la C.G.T. impose à ses adhérents le « non » au référendum.
4 : quinze bâtiments de la flotte de la Méditerranée quittent Toulon pour l'Algérie.
6 : allocution du général de Gaulle.
8 : référendum (autodétermination en Algérie).
19 : manifeste commun pour une paix négociée en Algérie de onze partis et syndicats.
21 : décrets sur la réorganisation administrative en Algérie.
25 : le général Challe demande sa mise à la retraite anticipée.
30 : entretien Poujade-Salan à Madrid.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1ᵉʳ : appel de Ferhat Abbas au peuple algérien.
2-13 : voyage du président Nasser au Maroc.
4-7 : conférence de Casablanca.
6 : ouverture du référendum.
8 : manifestation musulmane à Batna.
Attaque d'un bureau de vote par le F.L.N. à Bordj-Keltet : 10 morts.
12 : création d'un Comité israélien pour une Algérie libre.
15 : le porte-parole d'Ortiz annonce à Genève la création d'un « gouvernement provisoire de l'Algérie française ».
16 : déclaration du G.P.R.A. qui se déclare prêt à engager des négociations avec le gouvernement.
25 : assassinat de Mᵉ Pierre Popie.
26 : grève à Oran.
31 : explosion d'un obus piégé près de Djelfa.

AFRIQUE

6 : réunion des pays du Conseil de l'Entente à Ouagadougou.
9 : installation d'un gouvernement lumumbiste dans le Nord-Katanga.
11 : le Katanga dénonce l'accord avec l'O.N.U.
21 : Sékou Touré est élu président de la République de Guinée.
24 : entrée en vigueur des accords de coopération au Congo ex-français.

AMÉRIQUE

3 : rupture des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis.
6 : J.F. Kennedy est proclamé président des États-Unis.
19 : M. Quadros est proclamé président du Brésil.

ASIE

4 : ratification du traité sur la frontière sino-birmane.
24-28 : incidents à la frontière thaïlandaise entre troupes birmanes et Chinois nationalistes.
27 : formation au Cambodge du gouvernement Sihanouk.

EUROPE

3-23 : grèves en Belgique.
3 : les députés socialistes wallons posent le problème de l'unité de la Belgique.
4-6 : réunion à Salzbourg des chefs des dix partis socialistes européens.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



UNE NOTE SECRÈTE : TREVE UNILATÉRALE

Sommaire

● **Les pieds-noirs et le référendum**
Au seuil de cette année 1961, les Européens savent qu'ils ne peuvent plus infléchir la politique algérienne du général de Gaulle par les voies légales. Les contacts secrets se multiplient avec de nombreux officiers. Le dernier acte se prépare.

● **Naissance de l'O.A.S.**
Deux exilés décident de créer une organisation composée de civils et de militaires, qui conjuguera l'action politique et l'action terroriste. C'était en février 1961, à Madrid.

● **Gambiez remplace Crépin**
« Arièges » est terminée comme est terminé le temps des grandes opérations. Il s'agit maintenant de préparer, puis de faire la paix. Crépin ne se voit pas chargé de faire appliquer le cessez-le-feu auquel on songe. Il a fait son temps. Il est relevé.

● **La trêve unilatérale**
« Toutes les opérations seront arrêtées sur le territoire de l'Algérie. Elles seront remplacées par des patrouilles... Dans le cas d'une rencontre inopinée avec un détachement adverse, le chef de patrouille... » Le général n'achève pas sa lecture interrompue par un colonel, au visage décomposé...

● **L'assassinat de P. Popie**
La victime, un avocat du barreau d'Alger. Crime politique perpétré par deux tueurs à gages, c'est la conclusion de l'enquête. Qui sont ceux qui ont armé leurs bras ? Qui sont les instigateurs de ce meurtre ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 3ᵉ trim. 1973. — Nᵒ d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 327 - 9 juillet 1973.**

UNE JEUNE FILLE ASPHYXIÉE par le gaz d'éclairage à Blida

La Dépêche
DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGERIEN

MARDI 31 JANVIER 1961

PRIX : 0,25 NF (25 Fr)
Métropole : 0,35 NF (35 Fr)

M. Coup de Fréjac : Le maintien de la présence française est, aujourd'hui comme demain, vital pour le développement de l'Algérie

Assurer au pays la sécurité, bâtir sans faiblesse une paix honorable pour tous associer chacun au progrès

voilà la mission que poursuit la France

Mesures économiques

Suite page 3

« SANTA-MARIA » : GALVAO accepte de négocier

le transfert de ses passagers sur des navires américains

Le capitaine " pirate " devait rencontrer l'amiral SMITH ce matin à l'aube

Suite page 3



Un officier de police *mortellement blessé* par des terroristes à Saint-Denis

Un des agresseurs a pu être capturé

AUDACIEUX cambriolage à Paris

COIFFURE « PIRATE »



DANS SON PREMIER MESSAGE AU CONGRÈS

Le Président KENNEDY dresse un sombre tableau de l'« état de l'Union »

« Je parle aujourd'hui en une heure de péril national :

— Sur le plan intérieur, les faillites se multiplient ;

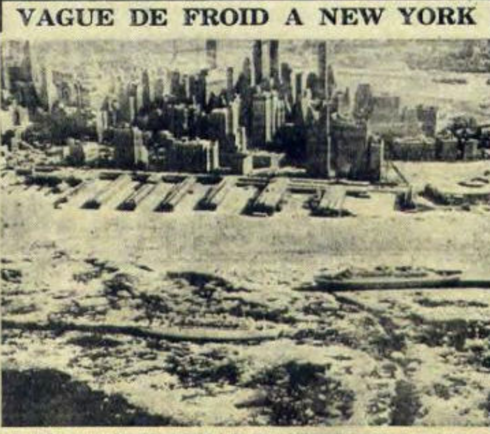
— Sur le plan extérieur, la Chine communiste et l'URSS n'ont pas renoncé à la domination mondiale "

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER A WASHINGTON EDWARD DEPURY)

Suite page 3

BERNARD JOURDAN LAURÉAT DU PRIX DES « DEUX MAGOTS »

VAGUE DE FROID A NEW YORK



LE ROBINSON DE L'ATLANTIQUE

M. TRIBOULET, ministre des anciens combattants, à Rivet :

L'Algérie d'aujourd'hui, souffrante doit, de ses épreuves, sortir guérie

C'est sur le capital d'amitié, né dans la souffrance consentie en commun, que se bâtira l'Algérie de demain

Il appartient à l'adversaire, et à lui seul de faire cesser, dès demain, l'effusion de sang

M. Pierre Messmer à Toulon

Au sanatorium de Rivet

Suite page 3

Une personnalité algérienne bien connue

M. Henri DARUTY

ancien délégué financier, ancien membre du Conseil supérieur de l'Algérie, ancien conseiller général, président de la Caisse régionale agricole de Philippeville

assassiné dans sa propriété près d'El-Arrouch



M. Henri DARUTY

Vive émotion à Philippeville dans les milieux européens et musulmans

Suite page 3

« Retirer l'Armée française d'Algérie, serait une décision criminelle »

déclare M. Guy MOLLET

Suite page 3

Une camionnette saute sur un obus piégé près de Djelfa

13 musulmans tués trois blessés

Suite page 3

LE « PROCÈS DES BARRICADES » reprend demain

Fin probable des débats samedi

La semaine prochaine, le Commissaire du Gouvernement et l'Avocat général prépareront leurs réquisitoires

Suite page 3

Le couvre-feu levé à Oran

Les appels à la négociation se multiplient alors que, déjà, les premiers contacts sont pris en Suisse entre représentants officiels du G.P.R.A. et du gouvernement français. La tension Est-Ouest, que souligne, dans son discours sur l'état de l'Union, le nouveau président J.-F. Kennedy, n'a pas diminué. On se bat au Congo, au Laos et la tension est grande à Cuba.